



Opération : Vallée de SAKAMOTO

Viabilisation d'un lotissement de 180 lots d'habitations

Commune de NOUMEA

Quartier HAUT MAGENTA

Pièce n°02 – Cahier des Clauses Administratives Particulières
N° de marché : 01 15008/2025

Infrastructures et équipements

Tranche 01 (HT) – lots aidés – Poste 323-02
Tranche 03 (TTC) – lots intermédiaires – Poste 323-02

Espaces verts - plantations – mobilier urbain

Tranche 01 (HT) – lots aidés – Poste 329-01
Tranche 03 (TTC) – lots intermédiaires – Poste 329-01

Compensations liées aux défrichements

Tranche 01 (HT) – lots aidés – Poste 329-02
Tranche 03 (TTC) – lots intermédiaires – Poste 329-02

Marché privé de Travaux

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENT DES TRAVAUX	5
1.2 ALLOTISSEMENT.....	5
1.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	5
1.4 CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT	5
1.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	5
1.6 MAÎTRE D'ŒUVRE	5
1.7 CONTRÔLES TECHNIQUES ET GÉOTECHNIQUES.....	5
1.7.1 CONTRÔLE TECHNIQUE	5
1.7.2 CONTRÔLE GÉOTECHNIQUE.....	6
1.8 MISSIONS DE PILOTAGE ET DE COORDINATION DE LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ	6
1.8.1 MISSION D'OPC	6
1.8.2 MISSION DE CSS	6
1.9 MISSION DU MANDATAIRE EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT OU SOLIDAIRE	6
1.9.1 LES OBLIGATIONS DE REPRÉSENTATION DES ENTREPRENEURS COTRAITANTS.....	6
1.9.2 LES OBLIGATIONS DE COORDINATION.....	6
1.9.3 LES OBLIGATIONS DES COTRAITANTS À L'ÉGARD DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT CONJOINT	7
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 PIÈCES GÉNÉRALES	7
2.2 PIÈCES PARTICULIÈRES	7
PIÈCES ANNEXES :.....	7
2.3 FRAIS DE REPRODUCTION DE DOSSIER	7
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES – FRAIS DE MANDATAIRE.....	8
3.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	8
3.2 CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES – FRAIS DES MISSIONS DU MANDATAIRE	8
3.2.1 TAXES ET DROITS	8
3.2.2 ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	8
3.2.3 RÉGLEMENT DES COMPTES	8
3.2.4 OUVRAGES OU PRESTATIONS NON PRÉVUS AU MARCHÉ	9
3.2.5 PROJETS DE DECOMPTÉ	9
3.2.6 MODALITÉS DE PAIEMENT	9
3.2.7 DEMANDES D'ACOMPTES ET FACTURES DÉMATÉRIALISÉES	9
3.2.8 FRAIS DE MANDATAIRE ET COMPTE PRORATA.....	9
3.2.9 FRAIS D'ORDONNANCEMENT DE PILOTAGE ET DE COORDINATION	9
3.3 VARIATION DES PRIX	9
3.3.1 CARACTÈRE DES PRIX.....	9
3.3.2 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ.....	9
3.3.3 CHOIX DE L'INDEX DE RÉFÉRENCE	10
3.3.4 MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	10
3.3.5 ACTUALISATION OU RÉVISION PROVISOIRE.....	10
3.4 SOUS-TRAITANTS.....	10
3.4.1 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS LORS DE LA PASSATION DU MARCHÉ	10
3.4.2 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	10
3.4.3 PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS	11
ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES	11
4.1 DÉLAIS D'EXÉCUTION	11
4.1.1 DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	11
4.1.2 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	11
4.1.3 PARCELLES TÉMOINS	11
4.1.4 CALENDRIER DÉTAILLÉ D'EXÉCUTION.....	11

4.2	PENALITES POUR RETARD.....	12
4.2.1	RETARD SUR LES DELAIS D'EXECUTION PARTICULIERS	12
4.2.2	RETARD SUR LES DELAIS GLOBAUX	12
4.2.3	MONTANT DES PENALITES ET RETENUES PREVUES A L'ARTICLE 4.2.1 ET 4.2.2	12
4.3	AUTRES PENALITES	12
4.4	REFACTION POUR IMPERFECTION	14
4.5	DELAIS ET MODALITES POUR LA REMISE DES DOCUMENTS CONFORMES A L'EXECUTION	14
4.5.1	PRESENTATION DU DOE.....	14
4.5.2	CONTENU DU DOE.....	14

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE 16

5.1	RETENUE DE GARANTIE	16
5.2	CAUTIONNEMENT	16
5.3	AVANCE AU DEMARRAGE.....	16
5.4	AVANCE SUR APPROVISIONNEMENT SANS OBJET	16
5.5	NANTISSEMENT	16
5.6	GARANTIE DE BONNE FIN CONTRACTUELLE	16

ARTICLE 6 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS 16

6.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
6.2	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT SANS OBJET	16
6.3	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS, EPREUVES DE MATERIAUX ET PRODUITS.....	17
6.3.1.	DEROGATIONS.....	17
6.3.2.	ECHANTILLON DES PRODUITS.....	17
6.3.3.	ESSAIS COMPLEMENTAIRES.....	17
6.4	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION, ET CONSERVATION PAR LE CONTRACTANT GENERAL DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MO SANS OBJET	17

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES..... 17

7.1	PIQUETAGE GENERAL	17
7.2	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS ET ENTERRES	17

ARTICLE 8 - PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX 17

8.1	PERIODE DE PREPARATION	17
8.2	FRAIS DE CHANTIER A CHARGE DU LOT 02 VRD MANDATAIRE DU GROUPEMENT	17
8.3	PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCUL – ETUDES DE DETAILS	18
8.4	VISA DES DOCUMENTS D'EXECUTION ET DE SYNTHESE	18
8.5	MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	19
8.6	GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER	19

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX 19

9.1	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	19
9.2	RECEPTION	19
9.2.1	ACHEVEMENT DES TRAVAUX	19
9.2.2	PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES.....	19
9.2.3	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	19
9.3	PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT	19
9.4	MAINLEVÉE DU CAUTIONNEMENT OU PAIEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE	20
9.5	GARANTIES PARTICULIERES.....	20
9.5.1	MATERIAUX ET FOURNITURES DE TYPE NOUVEAU	20
9.5.2	UNE GARANTIE PARTICULIERE PIECES ET MAIN D'ŒUVRE EST IMPOSEE POUR LES EQUIPEMENTS / OUVRAGES SUIVANTS :	20
9.6	ASSURANCES OBLIGATOIRES DES TRAVAUX	21
9.6.1	ASSURANCES A SOUSCRIRE OBLIGATOIREMENT PAR LE MO	21
9.6.2	ASSURANCE FACULTATIVE QUI PEUT ETRE SOUSCRITE PAR LE MO	21
9.6.3	ASSURANCE A SOUSCRIRE OBLIGATOIREMENT PAR LES ENTREPRISES	21
9.6.4	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE.....	21
9.7	CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX	21

9.8	CONTROLE SPECIFIQUE DES TRAVAUX D'ELECTRICITE.....	21
ARTICLE 10 - RESILIATION ANTICIPEE		22
10.1	APRES MISE EN DEMEURE RESTEE INFRUCTUEUSE, LORSQUE :	22
10.2	SANS MISE EN DEMEURE PREALABLE, LORSQUE :	22
10.3	PENALITES	22
ARTICLE 11 - COMPENSATION CONVENTIONNELLE		22
ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES		22
ARTICLE 13 - TRIBUNAL COMPETENT.....		22
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DEROGATOIRES AU CCAG.....		23
ANNEXE 01 AU CCAP - GARANTIE PARTICULIERE PIECES ET MAIN D'ŒUVRE.....		24
ANNEXE 02 AU CCAP - MODELE DE PANNEAU DE CHANTIER.....		25
ANNEXE 03 AU CCAP – GESTION DU COMPTE PRORATA		26
ANNEXE 04 AU CCAP – PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENT.....		29

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux**

L'objet du marché et l'emplacement des travaux sont définis à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes.

Le MO s'est engagé à intégrer la charte chantier vert sur cette opération. A ce titre et afin de répondre aux engagements du MO, les entreprises prévoient toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette charte sur le chantier et selon les CCTP.

1.2 Allotissement

Les travaux sont répartis en **trois (03)** lots définis ci-après :

Répartition des lots d'infrastructures		Mode de rémunération	
n°	désignations	Forfait	Métrés
02	Voirie et Réseaux Divers généraux (mandataire en cas de groupement)		X
25A	Aménagements Paysagers *		X
25B	Compensations liées aux défrichements		X

1.3 Décomposition en tranches

Les travaux seront réalisés en **une (01) tranche ferme et une (01) phase** de travaux, répartis sur **deux (02)** « tranches » de facturations : **HT et TTC**.

Il est précisé que chaque tranche forme un ensemble cohérent et parfaitement défini. Le MO notifie à l'entrepreneur, avec copie au Maître d'Œuvre, le début de chaque tranche avec le délai d'exécution y afférent. L'entrepreneur ne peut se prévaloir du chevauchement de plusieurs tranches pour ne pas exécuter chacune d'entre elles selon les prescriptions du présent marché : **Sans Objet**

Le contenu de chaque tranche est défini à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

1.4 Contrôle des prix de revient

À tout moment, le Maître d'Œuvre pourra demander à l'entrepreneur ses sous-détails de prix.

1.5 Dispositions particulières

Un constat d'huissier contradictoire, en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage, d'état des lieux des ouvrages existants (voiries, réseaux, clôtures, murets, constructions ...) existants en limite du (des) lot(s) viabilisés sera établi avant l'ouverture de chantier pour éviter toute contestation ultérieure. Ce constat sera établi aux frais du titulaire.

1.6 Maître d'Œuvre

La Maîtrise d'Œuvre est spécifiée à l'Acte d'Engagement.

La mission confiée au Maître d'Œuvre durant ce chantier, de type M1 avec PEO partiels, est composée comme suit :

- PRO VRD
- VISA des documents d'exécution et documents de synthèses produits par l'entreprise titulaire
- Direction et règlement des travaux
- Assistance aux opérations de réception / contrôle des DOE
- Suivi du parfait achèvement

1.7 Contrôles Techniques et géotechniques**1.7.1 Contrôle Technique**

Dans le cadre de son contrôle externe, l'entrepreneur retiendra un laboratoire agréé par le Maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage pourra diligenter des contrôles extérieurs. Dans le cas de résultats négatifs au regard des exigences contractuelles, les frais seront reportés sur l'entreprise.

La souscription d'une police d'assurance décennale nécessite l'intervention d'un bureau de contrôle technique agréé. Les honoraires relatifs à ce contrat sont compris dans le présent marché mais pourront être réglés directement par le MO.

Le Bureau de Contrôle choisi par le MO est : la société n'est pas encore désignée.

1.7.2 Contrôle géotechnique

Une mission géotechnique de type G4, suivi d'exécution des travaux de terrassements et de confortements, pourra être confiée à un bureau d'études spécialisé. Celui-ci, sera diligenté par le maître d'ouvrage dans le cadre des contrôles extérieurs. Dans le cas de résultats négatifs au regard des exigences contractuelles, les frais seront reportés sur l'entreprise.

1.8 Missions de Pilotage et de Coordination de la Santé et la Sécurité

1.8.1 Mission d'OPC

Dans la mesure où le marché est passé en entreprise générale, cette dernière fera son affaire du pilotage de l'ensemble des intervenants, y compris la coordination à assurer avec les organismes de contrôle, notamment pour la levée des points d'arrêt.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement d'entreprises sera le titulaire du lot 02 VRD, il assurera également les missions décrites au point 1.9.

1.8.2 Mission de CSS sans objet

1.9 Mission du mandataire en cas de groupement conjoint ou solidaire

La mission du mandataire comprend notamment les obligations décrites ci-après.

1.9.1 Les obligations de représentation des Entrepreneurs cotraitants

Le mandataire du groupement a les obligations suivantes de représentation des entrepreneurs cotraitants, vis-à-vis notamment du MO et du maître d'Œuvre, pour l'exécution du marché :

1. Transmission avec les directives appropriées dans les délais les plus courts, au membre concerné du groupement, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, etc... émanant du MO et/ou du maître d'Œuvre.
2. Centralisation et présentation des états navettes, mémoires des différents membres et modalités de traitement des différends.
3. Transmission au maître d'Œuvre après analyse et avis pour information, de toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc....) émanant d'un membre.
4. Transmission au maître d'Œuvre des plans d'exécution des ouvrages pour approbation ou visa.
5. Transmission au maître d'Œuvre et/ou au MO des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant des membres.
6. Transmission en temps voulu de toutes informations nécessaires à la réception des travaux des membres et à la levée des réserves éventuelles.
7. Représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec le MO et/ou le maître d'Œuvre.
8. Transmission au maître d'Œuvre des projets de décompte, de la répartition des pénalités entre les cotraitants ; dans l'attente, les pénalités étant retenues en totalité au mandataire.

1.9.2 Les obligations de coordination

Le mandataire du groupement conjoint ou solidaire devra :

1. Assurer, sous sa responsabilité, les missions de coordination notamment techniques au sein du groupement c'est-à-dire :
 - Centraliser et mettre en cohérence les éléments des calendriers détaillés des membres du groupement pour transmission au maître d'Œuvre.
 - Transmettre aux membres du groupement les informations de toutes natures, données par le maître d'œuvre, relatives notamment au contrôle et à la mise en application du calendrier relatif aux différents ouvrages du groupement.
 - Veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier définis par le Maître d'Œuvre.
 - Veiller au respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement par les différentes entreprises,
 - Mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des ouvrages de chacun des entrepreneurs.
 - Coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants.
 - Assurer la coordination de l'établissement du Dossier de Récolement des ouvrages exécutés.
2. Suivre l'application des dispositions du marché par les différents intervenants du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux.
3. Gérer les interfaces de chantier et en supporter les coûts (études, travaux).
4. Assurer la coordination avec des intervenants extérieurs en interférence avec ce marché ; en particulier, dans le cas de travaux effectués sur le même site au cours de la même période.
5. Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'Hygiène et de Sécurité.
6. Assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants.
7. Assurer la coordination des différents cotraitants en matière de protection de l'environnement.
8. Assurer les interfaces de chantier avec les services d'exploitation.

1.9.3 Les obligations des cotraitants à l'égard du mandataire du groupement conjoint

Chaque membre du groupement devra :

1. Désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions d'études, de coordination ou de chantier.
2. Fournir au mandataire, pour transmission au MO et au Maître d'Œuvre, tout document prévu au marché du groupement.
3. Faire connaître l'état d'avancement des tâches des travaux dont ils sont attributaires (études, fabrications, mise en œuvre, etc.) pour les nécessités de la planification et de son suivi.
4. Respecter, en cas de sous-traitance, la loi du 31/12/1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, pour transmission au Maître d'Œuvre et/ou au MO.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date de remise des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés privés de travaux selon la norme NF P03-001, et toutes pièces auxquelles il fait référence.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et toutes pièces auxquelles il fait référence
- Toutes normes françaises en vigueur, ou lorsqu'elles existent toutes normes en vigueur en Nouvelle-Calédonie, énumérées ou non dans les CCTP
- Code du travail de la Nouvelle-Calédonie
- Code de l'environnement de la Province concernée

2.2 Pièces particulières

Les pièces particulières constituant le marché sont les suivantes, dans l'ordre de prévalence décroissant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles : [Plan d'Action Environnement](#)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes
- [L'Etat des Prix Forfaitaires \(E.P.F.\)](#) *néant*
- [Le Bordereau des Prix Unitaires \(B.P.U.\)](#)
- [L'étude de faisabilité géotechnique :](#)
 - [G2 AVP / Dossier : G184-16-B de Géotech NC](#)
 - [Diagnostic Amiante / Dossier : AF23/0674/G/G de A2EP Géotec](#)
- [Le planning prévisionnel d'exécution des travaux](#)
- [Le dossier des plans établis par le Maître d'Œuvre](#)

Pièces annexes :

- [L'offre remise par le soumissionnaire dans le cadre de la consultation](#)
- [Le Détail Estimatif des Travaux Réglés au Mètre \(DETRM\)](#)
ou
- [La Décomposition du Prix Global et forfaitaire \(D.P.G.F.\)](#) *néant*

Cette dernière pièce ne fait pas partie intégrante du marché et n'est pas signée par le MO. Sa présence en annexe ne peut servir à l'entrepreneur pour se prévaloir d'erreur ou d'omission dans les métrés de travaux.

Les prix figurant dans la D.P.G.F. pourront, le cas échéant, servir à l'évaluation des travaux ordonnés en plus ou en moins.

2.3 Frais de reproduction de dossier

Le mandataire du groupement - « **1^{er} cotraitant** » - ou le titulaire du marché en cas d'entreprise générale, se verra confier l'original du marché et devra le reproduire à ses frais en **deux (02)** exemplaires en papier et un (1) exemplaire au format PDF répartis comme suit :

- [L'original, 1 copie papier et 1 copie numérique pour le MO ;](#)
- [1 copie pour le Maître d'Œuvre.](#)

L'ensemble de ces dossiers est remis au MO.

Chaque entrepreneur devra se procurer à ses frais copie des pièces l'intéressant (CCAP, CCTP, DPGF, BPU, DE, note de sécurité, bordereau des plans, rapport de sol, calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, etc.) ainsi que les plans listés dans le bordereau des plans.

Ces dispositions sont également applicables pour la reproduction des éventuels avenants qui pourront être passés ultérieurement.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES – FRAIS DE MANDATAIRE**3.1 Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement indique cette répartition.

3.2 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Frais des missions du mandataire**3.2.1 Taxes et droits**

Les opérateurs de logements sociaux sont exonérés de TGC. Également l'article Lp 488 de la loi de pays n°2016-14 du 30 septembre 2016 fixe les conditions d'exonération de la TGC pour les opérations de construction entrant dans le champ d'application du Lp 284 à Lp 286 du code des impôts.

Le FSH/FCH fournira aux entreprises à leur demande, l'agrément du gouvernement ouvrant le bénéfice des dispositifs Lp 284 à Lp 286 du code des impôts.

Les autres taxes et droits sont réputés inclus selon la réglementation en vigueur à la date de remise des offres.

Toutefois, le FSH peut être amené à réaliser des opérations soumises aux taux normaux de TGC. Dans ce cas les précisions seront apportées dans l'Acte d'Engagement.

3.2.2 Etablissement des prix

Les prix sont établis conformément à l'article 9 du CCAG.

Les dimensions des ouvrages seront calculées en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

- pluie 200 mm en 24 heures
- vents 204 km/h

Le montant du marché représente la valeur des constructions, fournitures et travaux d'installation et de mise en ordre de marche d'après les descriptifs et les plans de conception, y compris toutes dépenses annexes ci-après, ainsi que les dessins d'exécution, les métrés, attachements, situations, les détails et les finitions considérés comme faisant partie des règles de l'art sans qu'il soit besoin de les décrire plus explicitement.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les sujétions et toutes les dépenses nécessaires à la réalisation totale et définitive des ouvrages.

En particulier l'entreprise ne pourra élever aucune réclamation du fait de l'exécution sur le même site, de travaux attribués à d'autres entreprises, et devra assurer la protection du matériel installé par celles-ci vis-à-vis des nuisances occasionnées par ses propres travaux.

À tout moment, le Maître d'Œuvre peut demander notamment par : Ordre de Service, PV de réunion de chantier, etc... leurs sous-détails de prix aux entreprises qui devront les lui fournir dans le délai indiqué, sous peine de pénalités journalières de 20.000 F par jour calendaire de retard.

3.2.3 Règlement des comptes

Ouvrages réglés à prix forfaitaires sans objet dans le cadre du présent marché

Les ouvrages seront réglés par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire proposée et acceptée par l'entrepreneur constitue un avant-métré forfaitaire.

Les divergences éventuelles relevées en cours d'exécution par rapport aux quantités figurant à ce document, sans que ces variations résultent d'ordres exprès du MO, de même que les erreurs qui pourraient être décelées dans les calculs ayant fixé le prix forfaitaire ne peuvent en aucun cas conduire à une modification de celui-ci.

Variation des quantités des lots au forfait sans objet dans le cadre du présent marché

Lorsque des travaux ordonnés par le Maître d'Œuvre en accord avec le MO modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages, la DPGF servira à calculer les montants des plus ou moins-values.

Le prix est rectifié par application des prix unitaires de la DPGF. A défaut, de nouveaux prix seront établis comme le prescrit le CCAG.

S'il advenait qu'une variation des quantités commandées entraîne une variation à la baisse du montant total du marché de plus de quinze pour cent (15%), les parties conviendront de se rencontrer afin d'évoquer la situation et éventuellement la mise en place d'une indemnité compensatrice qui ne saurait excéder en aucun cas cinq pour cent (5%) du seul montant de la variation de la masse des travaux.

Ouvrages au mètre

Les ouvrages seront réglés par application aux quantités réellement exécutées et contrôlées des prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

Variation des quantités des lots au mètre

S'il advenait qu'une variation des quantités commandées entraîne une variation à la baisse du montant total du marché de plus de vingt-cinq pour cent (25%), les parties conviennent de se rencontrer afin d'évoquer la situation et éventuellement la mise en place d'une indemnité compensatrice qui ne saurait excéder en aucun cas cinq pour cent (5%) du seul montant de la variation de la masse des travaux.

3.2.4 Ouvrages ou prestations non prévus au marché

Lorsque des travaux supplémentaires doivent être réalisés par l'entrepreneur sur ordre du MO, les travaux ne seront exécutés qu'après notification par ordre de service de ce dernier.

3.2.5 Projets de décompte

Les projets de décompte sont présentés conformément aux articles 19.4 et 19.5 du CCAG.

Les modalités particulières sont précisées à l'article 5.6 du présent CCAP.

3.2.6 Modalités de paiement

Les paiements seront effectués par virement bancaire dans le respect des délais légaux applicables en Nouvelle-Calédonie et après remise par le contractant d'une facture ou situation en bonne et due forme.

Le service comptabilité du FSH/FCH procède mensuellement à deux cessions de règlements.

Toute erreur ou omission relevée sur une facture ou situation qui obligerait le FSH/FCH à refuser le document décalerait d'autant le délai de règlement sans que le FSH/FCH ne puisse en être tenu pour responsable.

3.2.7 Demandes d'acomptes et factures dématérialisées

Les demandes d'acompte sont établies par le titulaire exclusivement selon le modèle du FSH/FCH.

Les demandes d'acompte et les factures signées par le titulaire, et visées par le MOE, sont transmises au MO au format électronique (format PDF) à l'adresse courriel suivante : operationsfactures@fsh.nc

Attention pour être recevable chaque courriel ne devra contenir qu'un seul décompte ou facture.

Le fichier PDF de la demande d'acompte ou de la facture est dénommé comme suit :

N°Opération-N°Tranche-N°PosteDépense-NomFournisseur-N°Décompte

Tout décompte ou facture non conforme ou contenant des erreurs sera renvoyé au titulaire qui en accepte les conséquences en termes de délais de paiement.

Entreprise titulaire de plusieurs lots

L'entreprise doit présenter autant de décomptes que de lots dont elle est titulaire.

3.2.8 Frais de mandataire et compte prorata

Les éventuels frais de mandataire et de compte prorata sont réputés inclus dans le montant du marché.

3.2.9 Frais d'Ordonnancement de Pilotage et de Coordination

Dans le cas d'un groupement, les Frais d'Ordonnancement de Pilotage et de Coordination portent sur l'ensemble des lots et sont réputés inclus dans le montant du marché.

3.3 Variation des prix

3.3.1 Caractère des prix

Les prix sont actualisables mais non révisables pour tous les lots, suivant les articles 3.3.2, 3.3.3, 3.3.4 et 3.3.5 ci-après.

3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le premier jour ouvrable du mois qui précède celui dans lequel se situe la date limite pour la remise des offres. Ce mois est appelé le "Mois d'origine des prix (mo)". Il est précisé dans l'Acte d'Engagement.

3.3.3 Choix de l'index de référence

Les index de référence, choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché, sont les index et indices publiés par l'ISEE suivants :

n° lots	Désignations des Lots	Chap DETRM	Descriptifs / Sous détails	INDEX isee.nc
02	Voirie et Réseaux Divers généraux (mandataire)	Chap.00	Installation	BT 02
		Chap.01	Terrassement	TP 04A
		Chap.02	Chaussée/Revêtement *	TP 05 / TP 06
		Chap.03	Signalisation	BT 02
		Chap.04	Assainissement EP	
		Chap.05	Assainissement EU	
		Chap.06	Adduction d'eau potable (AEP)	
		Chap.07	Electricité	
		Chap.08	Eclairage	
		Chap.09	Téléphone	
		Chap.10	Mobilier urbain	
		Chap.11	Equipements réservoir	
		Chap.12	Gros Œuvre	BT 01B
25A	Aménagements Paysagers	Chap.00	Installation de Chantier	BT 25A
		Chap.01	Terrassement généraux - nivellement	
		Chap.02	Terre végétale	
		Chap.03	Plantation, y/c fourniture transport et amendement	
		Chap.04	Accessoires	
		Chap.05	Garantie de reprise et entretien sur 1an	BT 25B
25B	Compensations liées aux défrichements	Chap.00	Installation	BT 25A
		Chap.01	Fourniture et plantation	

(*) Pour le chapitre 02, l'index à utiliser pour l'actualisation des prix sera calculé au prorata des valeurs respectives des chaussées et des revêtements, soit par exemple :

$$TP = (0,8 \times TP\ 05) + (0,2 \times TP\ 06) \text{ (rapports à corriger le moment venu en fonction des vrais montants du marché)}$$

3.3.4 Modalités de variation des prix

Les prix du marché seront actualisés à la date de l'Ordre de Service de démarrage des travaux, diminuée de trois mois (mois m-3). Le coefficient d'actualisation C à appliquer à toutes les situations est le suivant :

$$C = F - 1 \quad \text{avec} \quad F = BT_{(m-3)} / BT_{(mo)}$$

- L'indice "mo", figurant au dénominateur de la fraction, correspond au mois d'origine des prix. Il est précisé dans l'Acte d'Engagement.
- L'indice m, figurant au numérateur de la fraction, correspond au mois de démarrage des travaux fixé par OS.
- La définition de ces index et leurs valeurs sont publiées par le Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie et consultables sur le site internet de l'ISEE (www.isee.nc).
- Pour le calcul, les index seront pris avec leurs quatre (4) chiffres significatifs et le coefficient d'actualisation C global sera arrondi à la troisième (3) décimale supérieure.

3.3.5 Actualisation ou révision provisoire

Il n'est pas pratiqué de variation de prix provisoire, seules les variations de prix définitives seront calculées.

3.4 Sous-traitants

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n°75.1334 modifiée du 31 décembre 1975 et selon les dispositions du CCAG, notamment de ses articles 4.6 et 20.3.

3.4.1 Désignation des sous-traitants lors de la passation du marché

Se référer à l'Acte d'Engagement.

3.4.2 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Avant toute intervention sur le chantier, tout sous-traitant doit obligatoirement être déclaré et agréé par le MO. Le sous-traitant devra répondre aux critères de sélection du FCH/FSH, figurant au RPAO (cotisations CAFAT à jour, nombre minimum d'employés déclarés, etc.).

L'acceptation d'un sous-traitant éventuel et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance doit être obligatoirement établi sur la base du modèle fourni par le MO.

3.4.3 Paiements des sous-traitants

Le MO pourra procéder au paiement direct des sous-traitants agréés, comme suit :

- Pour les sous-traitants de l'entreprise l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par l'entreprise en indiquant la somme à régler par le MO aux sous-traitants concernés, il joint également une facture détaillée du/des sous-traitants.
- Le MO se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter le montant des sommes à leur payer au crédit des comptes indiqués dans les avenants ou actes spéciaux correspondants.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1 Délais d'exécution

4.1.1 Délai global d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

Le délai global d'exécution des travaux commence à la date indiquée dans l'ordre de service, délivré par le MO, notifiant le démarrage des travaux.

Dans ce délai sont également inclus :

- les délais de préparation
- les délais d'approvisionnement
- les délais propres à l'installation de chantier
- les délais propres à l'exécution des travaux tous corps d'état,
- les délais propres au repliement du chantier et des installations,
- les délais propres au nettoyage et remise en état des lieux en fin de chantier,
- les délais propres à la remise des DOE et plans de récolements visés par les concessionnaires (OPT, Enercal, SEUR, Commune de Nouméa ...),
- les délais de réception des ouvrages par les concessionnaires.

4.1.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application de l'article 10 du C.C.A.G (NF P 03-001), les délais d'exécution des travaux sont prolongés d'un nombre de jours ouvrables égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels dépassera son intensité limite fixée à :

- Pluie : 20 mm en 24 heures.
- vent : à partir de 70 km/heure (limite de fonctionnement autorisée des grues)

Ils seront également prolongés par ordre de service, du nombre de jours où le Maître d'Œuvre et l'entrepreneur constatent contradictoirement des conditions climatiques entravant directement ou indirectement, d'une manière importante, l'exécution des travaux.

4.1.3 Parcelles témoins

Le délai d'exécution des travaux inclut la réalisation de deux parcelles témoins : terrassements, soutènements amont/aval, boîtes de branchements EU/EP, coffrets et murets techniques (AEP/BT/téléphone ...), bordurages en façades, fosses de plantations ...

La réalisation de cette parcelle sera inscrite de façon prioritaire au planning général d'exécution des travaux, ceci dans un délai suffisamment proche du début des travaux TCE (de l'ordre de **huit (08) mois**), pour permettre au MO de se prononcer sur les éventuelles adaptations ou modifications à appliquer au reste des lots.

En cas de retard dans la présentation de ce témoin, les pénalités prévues à l'article 4.3 seront appliquées.

4.1.4 Calendrier détaillé d'exécution

A/ Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Pilote (ou le mandataire du groupement d'entreprises), en concertation avec les entrepreneurs et le Maître d'Œuvre, pendant la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou types d'ouvrages dont la construction fait l'objet du marché. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution fera apparaître les dates de livraison de la parcelle témoin et des livraisons par zones, le cas échéant.

Après avis favorables des entrepreneurs et du Maître d'Œuvre, le calendrier détaillé d'exécution est transmis par le Pilote (ou le mandataire du groupement d'entreprises) au MO pour approbation, **10 (dix) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 8.1 ci-après.**

B/ Au cours du chantier, et avec l'accord du Maître d'Œuvre et des différents entrepreneurs concernés, le Pilote (ou le mandataire du groupement d'entreprises), pourra modifier le calendrier détaillé d'exécution sous condition que ces modifications n'entraînent aucune répercussion sur le délai global d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 4.1.2.

Le calendrier initial visé en A éventuellement modifié comme il est indiqué en B est notifié par ordre de service à l'ensemble des entreprises, ou à leur mandataire en cas de groupement, charge à lui de le dupliquer et de le transmettre à ses cotraitants.

4.2 Pénalités pour retard

Ces pénalités sont réparties entre les entreprises sur les indications du pilote (ou du mandataire du groupement) sur la base des documents de pilotage établis tout au long du chantier, notamment les états mensuels de retard.

Les retenues pour pénalités infligées en cours de chantier pourront être transformées en pénalités définitives à l'achèvement du délai contractuel défini dans l'Acte d'Engagement.

4.2.1 Retard sur les délais d'exécution particuliers

Cette retenue, provisoire, est appliquée si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution qui lui était imparti,
- ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai – a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des travaux relatifs aux autres lots.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le pilote, le mandataire du groupement d'entreprises, le Maître d'Œuvre ou le MO, l'entrepreneur encourt la retenue journalière indiquée à l'article 4.2.3 ci-après.

4.2.2 Retard sur les délais globaux

Si les dates contractuelles de livraison ou de fin d'exécution de l'ensemble des travaux ne sont pas respectées du fait des divers retards, les retenues provisoires mentionnées précédemment sont transformées en pénalités définitives.

Ces pénalités proposées par le Maître d'Œuvre au MO seront réparties sur les indications du pilote (ou du mandataire du groupement d'entreprises) au prorata des causes de retard provoquées par chaque entreprise telles que constatées à l'article 4.2.1 ci-dessus. Les retenues provisoires excédentaires par rapport aux pénalités définitives seront remboursées à la fin des travaux.

4.2.3 Montant des pénalités et retenues prévues à l'article 4.2.1 et 4.2.2

1/50 000^e du montant du marché concerné par jour calendaire de retard et au minimum 25 000 F. CFP / jour.

4.3 Autres pénalités

Automatiquement appliquées au titulaire du marché dans les cas suivants :

- A. Pénalités pour retard dans la livraison des parcelles témoins** : 100 000 F par jour calendaire de retard
- B. Pénalités pour retard dans les levées de réserves** correspondant aux réceptions ou opérations préalables à la réception, ou états des lieux, ou constat d'achèvement pour mise à disposition des zones.
Si l'entrepreneur n'a pas remédié dans les délais fixés, aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves au procès-verbal de réception, des pénalités, à raison de 60 000 F CFP par jour calendaire de retard, lui seront appliquées jusqu'à la date à laquelle l'ensemble des réserves formulées aura été levé.
- C. Rendez-vous de chantier**
L'entrepreneur qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué qualifié et habilité à prendre des décisions engageant l'entreprise, aux réunions de chantier, de coordination ou à toutes autres réunions d'ordre administratif ou technique, encourt la pénalité suivante :
Le montant de la pénalité appliquée pour chaque absence est de 15 000 F CFP et pour un retard supérieur à une demi-heure, de 10 000 F CFP.
- D. Non-respect des prescriptions** relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier : 50 000 F CFP par jour calendaire et infraction constatée.
- E. Travaux dans le domaine public** sans signalisation ou protection efficace : 50 000 F CFP par jour calendaire et infraction constatée.
- F. Délais et retenue** pour remise des documents à fournir pendant l'exécution du chantier :
Le titulaire devra avant tout commencement d'exécution, faire viser tous les plans de façonnage (ou d'exécution) par le Maître d'Œuvre, puis les soumettre à l'organisme de contrôle ; l'accord de celui-ci sur l'ensemble du dossier conditionne le démarrage des travaux.
Le délai de production de ces plans est inclus dans le délai contractuel.
A la demande du Maître d'Œuvre, le titulaire devra remettre dans les délais qui lui sont notifiés, les documents réclamés tels : plans de détail, notices techniques, certificats, agréments, etc., tel que stipulé à l'article 7 du CCAG.
Ce délai sera pris entre une (1) semaine et quatre (4) semaines maximum.

Tout retard entraînera une pénalité de 15 000 F CFP par document et par jour calendaire.

G. Tout défaut de nettoyage des voiries d'accès au chantier et à proximité : 100 000 F CFP par jour et par infraction constatée.

H. Retard dans la remise des DOE : une pénalité de 50 000 F CFP par jour calendaire sera appliquée.

I. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, quinze (15) jours avant la date de réception, l'entrepreneur devra procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas d'inexécution de ces travaux pour le jour de la réception, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 16.1 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité de 20 000 F CFP par jour de retard.

J. Retard dans la mise à disposition des alimentations provisoires des installations de chantier et notamment des bureaux de la Maîtrise d'œuvre : 20 000 F CFP par jour calendaire.

K. Retard dans l'alimentation du compte prorata : voir les dispositions de l'annexe n°03 du présent CCAP.

L. Pénalités liées au non-respect des contraintes environnementales

Le Plan d'Action Environnement PAE et la note environnementale spécifique de l'entreprise (annexe n°03 du PAE) sont une pièce contractuelle du ou des marchés de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

La présente note et le PAE devront obligatoirement faire l'objet d'une communication auprès de l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier (y compris les sous-traitants, co-traitants...).

Toutes les entreprises présentes au même moment sur le chantier sont considérées comme solidairement responsables ; de ce fait, la responsabilité de toutes les entreprises sera engagée en cas de manquement aux préconisations de la charte et du PAE.

En cas de non-respect de la charte constatée par le pilote environnemental ou tout autre personne habilitée (pilote, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage) et notifiée par la maîtrise d'œuvre, il est donné un délai de 2 jours pour intervenir, à l'exception du brûlage, de l'abandon de déchets sur site de déchets ou de rejets de produits dangereux et/ou polluants dans le milieu naturel qui sera sanctionné immédiatement par une pénalité définie ci-après :

Descriptions	Montants des pénalités
Non transmission du plan de gestion des eaux 15 jours avant le démarrage des travaux	50 000 F CFP/jours
Non transmission de la note environnementale entreprise	20 000 F CFP/jours
Non transmission des fiches environnementales hebdomadaires	50 000 F CFP/jours
Non-respect des exigences de la charte chantier vert et du plan d'action environnement et ces obligations de résultats	50 000 F CFP/jours
Nettoyage du chantier sur décision du Pilote environnement	Montant équivalent à la prestation d'un nettoyage de chantier par une entreprise spécialisée
Destruction d'arbres à conserver ou transplanter	200 000 F CFP/individu + Remplacement de l'individu détérioré correspondant à la même espèce d'arbre et de de stature identique (taille et envergure)
Défrichement en dehors des zones autorisées (hors forêt sèche si forêt se référer à l'article 235-2 du code) et obligation de replanter à la charge de l'entreprise	200 000 F par m ²
Relargage massif terrigène dans la Napoué	70 000 F CFP/jours

Passé ce délai, il sera tout d'abord fait application à l'entreprise titulaire du marché d'une pénalité et le maître d'ouvrage mettra en œuvre, sans autre injonction, les actions qui lui sembleront nécessaires pour le maintien du chantier dans le

respect de la démarche initiée. Les frais engagés par le maître d'ouvrage seront répercutés soit directement sur l'entreprise ciblée, soit sur le compte prorata correspondant.

À noter que l'article 235-2 du Code de l'environnement prévoit que :

- « Le fait de détruire ou de modifier dans son état ou son aspect un écosystème sans avoir préalablement obtenu l'autorisation requise par l'article 233-1 ou en méconnaissance de l'autorisation délivrée est puni d'une amende administrative d'un montant de 500 000 francs CFP par mètre carré de surface construite ou détruite ou un montant maximum de 35 millions de francs CFP.
- Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution desdits travaux. »

Voir également les dispositions du PAE (pièces E6 du dossier technique).

4.4 Réfaction pour imperfection

Se référer à l'article 17.2.6 du CCAG

4.5 Délais et modalités pour la remise des documents conformes à l'exécution

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) de tous les ouvrages et pour tous les lots concernés sera remis par l'entrepreneur ou le mandataire du groupement d'entreprises au Maître d'Œuvre pour vérification et approbation lors de la demande de réception des ouvrages.

Il est expressément stipulé que la non-remise des DOE approuvés :

- fait obstacle à la réception des travaux.
- entraînera l'application des pénalités de retard
- entraînera le maintien du plafond de règlement définis au présent CCAP.

La dernière situation mensuelle ne pourra être acceptée que sur justification de la remise complète des documents et notices de ce dossier.

4.5.1 Présentation du DOE

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera fourni en sept (07) exemplaires papiers (05ex conformité, 01ex MO et 01ex rétrocession des ouvrages à la collectivité) et **trois (03) exemplaires sur supports numériques (CD, clé USB)** à remettre au MO.

De plus, les pièces graphiques remises sur un support numérique devront l'être sous deux formes :

- **Format exploitable et compatible avec le logiciel Autocad dans sa dernière version en usage**
- **Format PDF (reproductible)**

Les exemplaires papier du DOE se présenteront sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans). Pour un même lot, tous les classeurs devront être de la même couleur.

Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires :

1. Intitulé de l'opération,
2. Nom du lot en clair,
3. Nom de l'entreprise,
4. Numéro d'ordre du classeur,

Le premier classeur devra comporter un sommaire complet de l'ensemble du contenu comportant la liste de la totalité des pièces écrites et plans qui seront regroupés selon les chapitres suivants :

1. Construction,
2. Fonctionnement,
3. Maintenance et Garanties.

Chaque classeur disposera de son sommaire particulier et tous les documents devront comporter sur le cartouche la mention D.O.E. en gros caractères.

4.5.2 Contenu du DOE

Le contenu des classeurs sera à adapter en fonction de la technicité des lots et comprendra à minima les pièces suivantes :
Nota : listes non exhaustives, se référer aux CCTP afférents.

1) Dossier de Construction de l'Ouvrage :

- Tous les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- Tous les plans d'atelier et de chantier,
- Les plans de récolement surfaciques,
- l'ensemble des plans de récolements des réseaux enterrés approuvés par les concessionnaires,

- la totalité des plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution et visés « approuvé » par le bureau de contrôle quand c'est requis en format informatique DWG ou DXF et en PDF,
- la liste des matériels et des produits réellement mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques.
- les dossiers d'agréments et PV de réception des matériaux,
- le PV de réception signés par la MOE attestant que les réserves sont levées,
- le PV d'attestation de traitement anti-termite de fin de chantier (poste de transformation) et l'attestation d'assurance décennale pour le génie civil des postes de transformation de du réservoir d'eau potable,
- quitus de paiement des sommes dues au sous-traitants,
- l'ensemble des documents de récolements exigés aux CCTP,
- les fichiers correspondants, les références des matériaux et matériels mis en œuvre sur un support informatique tel qu'un CD ROM gravé pour un ordinateur compatible PC, tous les plans visés ci-dessus seront transmis au un format numérique (DWG ou DXF conforme à la NEIGE du GIE SERAIL réf : RGNC 91-93 – Projection GRS80/LAMBERT NC),
- l'ensemble des pièces administratives actualisées (attestation d'assurance),
- PV d'essais de tous les matériaux mis en place et comportant leur localisation.

2) Dossier de Fonctionnement de l'Ouvrage

- les notes de calcul d'exécution des ouvrages,
- le récapitulatif de tous les essais de béton,
- le récapitulatif de tous les essais voirie et réseaux : corps de chaussée, compactages de tranchée, signalisation H et V ...
- les essais de fonctionnement :
 - les PV d'essais de mise en service,
 - le PV de réception de l'assainissement par les services techniques de la commune,
 - le(s) COTSUEL(S),
 - l'autorisation de mise sous tension ou de mise sous pression pour les travaux d'électricité et d'eau potable,
 - Carnet sanitaire des réseaux et installations d'eau potable,
- Notices de fonctionnement.

3) Dossier de Maintenance et de Garantie de l'Ouvrage

- Notices de maintenance et d'entretien des installations : Ces notices ont pour but de donner tous les renseignements techniques nécessaires pour assurer les opérations préventives et correctives. Le prestataire fournira la notice de maintenance « constructeur » conforme à la référence de l'équipement installé. Il veillera à ce que le contenu de chaque notice soit conforme aux attentes suivantes :
 - Nom de l'équipement concerné et la référence constructeur
 - Schémas de l'installation (par exemple les schémas électriques)
 - Conditions de garantie du matériel par le fabricant et/ou l'installateur
 - Gamme de maintenance présentée sous forme de tableau conformément au modèle figurant ci-dessous, où figureront les éléments suivants :
 - Nature de l'opération de maintenance (Graissage, Réglage, Remplacement de pièces...)
 - Périodicité de l'intervention :
 - . M : mensuelle
 - . T : trimestrielle
 - . S : semestrielle
 - . A : annuelle
 - . X : à déterminer par une annotation dans la colonne "Observations"
 - Observations et référence éventuelle à une procédure explicitée
- En l'absence de notice « constructeur » adéquate, il veillera à rédiger le document attendu.
- Contrats d'entretien, le cas échéant, suivant les équipements installés et les prestations effectuées :

Le prestataire s'engage dans le cadre de son offre, à remettre une proposition de contrat d'entretien des équipements installés et les prestations effectuées, qui n'auront pas été rétrocédés sur demande de la collectivité, à l'issue de l'achèvement des travaux. Ces contrats portent sur :

 - les parachèvements des plantations, y/c reboisement à la suite du défrichement, au-delà de l'année de parfait achèvement,
 - éclairage public,
 - vidéo surveillance : sans objet,
 - surpresseur(s) AEP,
 - poste(s) de refoulement : sans objet,
 - station(s) d'épuration : sans objet,

Ces contrats devront comporter les rubriques ci-après :

- Objet du contrat
- Durée du contrat
- Description des prestations
- Fréquence des interventions
- Modalités d'exécution des prestations (temps de réponse, délais de réparation, etc.)
- Obligations du prestataire en matière de ressources nécessaires (personnel qualifié, équipements, etc.)
- Obligations du client (accès, signalement des dysfonctionnement, etc)
- Conditions financières (forfaitaire, à la tâche, etc.), les modalités de paiement et les éventuelles révisions de tarifs.
- Assurances et responsabilités
- Contrôle et suivi des prestations : (modalités de contrôle de qualité, remise des rapports d'interventions)
- Dispositions légales et réglementaires

Pour la réception, le prestataire devra remettre sa proposition définitive de contrat d'entretien mise au point sur la base du projet de contrat remis au stade de l'appel d'offres.

- Garanties particulières, s'agissant de l'ensemble des ouvrages suivants :
 - les plantations,
 - les terrassements,
 - les ouvrages enterrés et de voiries, les ouvrages de soutènements et équipements divers tels que réservoir et surpresseur, appareillages électriques, d'éclairage et téléphonique, clôtures, garde-corps.
- Le prestataire devra remettre la garantie définie à l'article 9.5.2 ci-après, conformément au modèle fourni en annexe n°01 du présent CCAP.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

La retenue de garantie est supportée par chaque entrepreneur titulaire d'un lot.

Elle est égale à 5% du montant total de son lot, y compris les avenants éventuels, et sera déduite à hauteur de 5% sur chaque acompte.

5.2 Cautionnement

Conformément à l'article 1 de la loi du 16 juillet 1971 applicable en Nouvelle-Calédonie, la retenue de garantie stipulée contractuellement ne sera pas pratiquée si l'entrepreneur fournit pour un montant égal une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier dûment reconnu et agréé en Nouvelle-Calédonie.

Dans le cas d'avenants au marché modifiant le montant de ce dernier, le montant du cautionnement sera modifié en prenant compte du nouveau montant du marché.

5.3 Avance au démarrage

Par dérogation aux dispositions du CCAG, aucune avance au démarrage ne sera versée à l'entrepreneur par le MO.

5.4 Avance sur approvisionnement Sans objet

5.5 Nantissement

Si le Titulaire du marché en fait la demande, le MO lui remettra une copie certifiée conforme de l'Acte d'Engagement du présent marché. Cette pièce formera titre en cas de nantissement et est délivrée dans ce but en un unique exemplaire.

En cas de sous-traitance avec délégation de paiement, il est rappelé au Titulaire ayant précédemment nanti son marché, qu'il devra annuler son précédent nantissement auprès de sa banque avant toute acceptation du sous-traitant par le MO.

5.6 Garantie de bonne fin contractuelle

La facturation à 100% du marché ne pourra se faire qu'une fois les travaux réputés réceptionnés, les essais prévus au marché réalisés, les réserves issues des OPR levées et le DOE remis et validé par le MOE.

Les conditions précédentes n'étant pas remplies, la facturation sera plafonnée à 97%.

Cette disposition s'applique sur chaque position du DPGF ou du DETRM.

ARTICLE 6 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt Sans objet

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais, épreuves de matériaux et produits

6.3.1. Dérogations

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant quantitatives que qualitatives sur le chantier.

6.3.2. Echantillon des produits

L'entrepreneur devra, avant toute mise en œuvre, soumettre les échantillons des produits ou composants utilisés à l'agrément du MO et devront être obligatoirement soumis à l'approbation écrite de la maîtrise d'œuvre. Il est tenu de les conserver dans le bureau de chantier pendant toute la durée des travaux.

6.3.3. Essais complémentaires

Le Maître d'Œuvre peut décider après accord du MO, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par les CCTP :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

Au cas où le résultat de ces contrôles ou de ces essais ne serait pas satisfaisant, ils seront à la charge de l'entrepreneur.

6.4 Prise en charge, manutention, et conservation par le Contractant Général des matériaux et produits fournis par le MO Sans objet

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Le mandataire du groupement d'entreprises ou le titulaire du lot Terrassements/VRD exécutera à ses frais l'implantation des plateformes et voiries conformément aux plans et instructions qui seront notifiés à l'entrepreneur par le Maître d'Œuvre.

Les prix correspondants à ces piquetages comprendront obligatoirement la prise en charge d'un contrôle contradictoire réalisé par un géomètre agréé, aux frais de l'entreprise.

Les tracés d'implantation comportent l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains et enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que les canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué en même temps que le piquetage général par les entrepreneurs concernés dans les conditions fixées par les gestionnaires de réseaux tels que EEC, Enercal, l'OPT, les mairies, etc. et par le Maître d'Œuvre.

ARTICLE 8 - PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution du marché. Elle débute dès la notification par ordre de service du démarrage des travaux.

Durant cette période, il sera communiqué au Maître d'Œuvre :

- le schéma d'organisation du chantier et le plan des installations de chantier et de sécurité et d'hygiène, dans lesquels devront y être traités les aspects liés :
 - aux accès sur le site (entrée des véhicules et maintien du transit des véhicules des chantiers),
 - à la sécurité générale du site (clôture générale du site, signalisation entrées / sorties),
 - au plan de gestion des eaux de ruissèlement ...
- le calendrier contractuel d'exécution des travaux établi dans le cadre du calendrier général,
- un constat d'huissier d'état des lieux (voiries environnantes, état des réseaux et des exutoires),
- les demandes d'autorisations de voiries et d'arrêtés de circulation,
- l'échéancier de la présentation des échantillons,
- les plans d'exécution (études et notes de calcul), visés sans réserve par l'organisme de contrôle technique,
- Le calendrier détaillé d'exécution défini au 4.1.4 ci-dessus.

Les quatre premiers points devront obligatoirement être présentés avant le démarrage effectif des travaux.

8.2 Frais de chantier à charge du lot 02 VRD mandataire du groupement

Durant cette période, le titulaire du lot 02 VRD le mandataire du groupement d'entreprises, doit à ses frais, outre les prestations prévues au C.C.T.P., la fabrication, la pose, et l'entretien d'un panneau de chantier dont la maquette est fournie par le MO.

Ce panneau sera fixé sur une structure à la charge de l'entreprise et placé au droit de l'accès à l'opération en accord avec le Maître d'Œuvre.

Il sera composé d'un panneau rigide ou de lattes horizontales indépendantes fixées sur des supports de type IPN 100 contreventés avec jambe de force. Les supports seront fondés sur des massifs en béton dimensionnés pour résister à des vents cycloniques. Les dimensions minimales du panneau de chantier seront de 2,40 m x 2,40 m.

Les caractères majuscules et minuscules, ainsi que les couleurs sont tels que mentionnés au schéma présenté par le MO (cf. annexe n°02).

La latte la plus basse sera au minimum à 2,3 mètres au-dessus du terrain naturel.

Aucune mention complémentaire ne sera autorisée sauf accord préalable du MO.

L'entrepreneur prend à sa charge les frais de branchements généraux du chantier en eau et énergie et les clôtures provisoires à installer au fur et à mesure que les protections des tiers apparaîtront. Il procédera à l'installation du chantier y compris la fosse de décantation pour les bétons et à la mise en place des installations communes d'hygiène (W.C).

Il prend à sa charge les installations pour le tri des déchets, leur collecte et leur traitement conformément à la réglementation (Délibération n° 01-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement) qui prévaut sur la norme NFP 03-001.

Il obtient les autorisations d'utilisation éventuelle du domaine public et en règle les frais s'y afférent.

Il installe et aménage le bureau de chantier qui sera climatisé. Ce bureau sera réservé à l'usage exclusif du Maître d'Œuvre et du pilote pour la tenue des réunions de chantier et de coordination. En aucun cas, il ne sera utilisé par tel ou tel entrepreneur pour son usage particulier.

Les frais d'installation et d'équipement complet de ce bureau y compris la fourniture d'un dossier de pièces écrites et plans ainsi que les frais de consommation d'eau, d'électricité, de téléphone et d'entretien sont à la charge du titulaire du lot **02 VRD** mandataire du groupement, qui les répartira aux cotraitants par le biais du compte prorata.

L'entreprise doit également comme prévu dans les autres pièces de l'appel d'offres : CCTP et BPU, les clôtures du chantier ainsi que le gardiennage du site.

Nota groupe électrogène :

En cas de nécessité de mise en place d'un groupe électrogène, les frais de location, les frais de consommations de carburant et d'entretien de ce dernier seront portés à charge du compte prorata.

Il est entendu que le fonctionnement sur groupe électrogène sera arrêté dès que les conditions techniques seront réunies pour un fonctionnement sur réseau. Dès lors, le mandataire fera sa demande de branchement dito ci-dessus.

8.3 Plans d'exécution – Note de calcul – Etudes de détails

Les plans d'exécution des ouvrages (PEO) seront établis par les entrepreneurs, conformément aux prescriptions des CCTP. Les modalités de diffusion (nombre d'exemplaires et destinataires) de ces plans seront établies par le Maître d'Œuvre en début de chantier. La diffusion des plans d'exécution est à la charge des entrepreneurs.

8.4 Visa des documents d'exécution et de synthèse

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les entreprises, le Maître d'Œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le Maître d'Œuvre ont pour objet d'assurer au MO que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le Maître d'Œuvre.

Le cas échéant, le Maître d'Œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises. **La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.**

Prestations incluses :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre
- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans les CCTP des marchés de travaux
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les entrepreneurs
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les entrepreneurs
- Contrôle de cohérence inter-maîtrise d'œuvre.

8.5 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Les entrepreneurs s'engagent à respecter scrupuleusement les dispositions relatives au droit du travail en Nouvelle-Calédonie, notamment concernant la présence d'ouvriers étrangers sur le chantier mais également la proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte.

La présence de mineur sauf à ce qu'il soit titulaire d'un contrat de travail en bonne et due forme, est formellement interdite sur le chantier.

8.6 Gestion environnementale du chantier

Les prescriptions de base sont détaillées dans le Plan d'Action Environnemental (PAE : annexe n°04 du présent CCAP), et constituent le socle des dispositions minimales que l'entreprise a pris l'engagement de respecter avec la remise de son offre.

Le non-respect de ces prescriptions entraîne l'application de pénalités.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

- Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés des CCTP seront réalisés par l'entrepreneur ou tout organisme dûment agréé par le MO. Tous les frais en découlant seront à la charge de l'entrepreneur (y compris le transport des échantillons).
- Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Si les résultats de ces essais sont favorables, ils seront à la charge du MO, dans le cas contraire, ils seront à la charge de l'entrepreneur.
- Les entrepreneurs concernés s'engagent par la signature du présent contrat à fournir le jour de la réception les **fiches d'autocontrôle détaillées**, dûment signées, permettant au Maître d'Œuvre de s'assurer du respect des règles de l'art et de la mise en œuvre des normes et/ou obligations légales, correspondant à chacun des lots.

Les fiches d'auto contrôle porteront, entre autres, sur la vérification :

- des cunettes des regards,
- des tampons fontes sur tous les regards,
- de la fluidité des écoulements EU-EP,
- de l'absence de fuite sur les alimentations et évacuations,
- **le rapport de passage caméra sur les réseaux gravitaires, sans réserves,**
- de la fourniture de la conformité des réseaux par le service d'hygiène.

9.2 Réception

Il est précisé, pour les marchés passés en corps d'état séparés, que la réception par le MO ne sera prononcée que dès lors que l'ensemble des travaux tous corps d'état sera achevé.

La réception lot par lot n'est pas prévue, sauf exception précisée par le MO.

9.2.1 Achèvement des travaux

L'entreprise ou le groupement d'entreprises avise le MO et le maître d'œuvre de l'achèvement prochain des travaux dans les conditions des articles 17.2.1 et suivants du CCAG.

9.2.2 Prise de possession anticipée de certains ouvrages

Le MO se réserve le droit de prendre possession de certains ouvrages avant l'achèvement complet des travaux.

Cette prise de possession est précédée d'une réception partielle contradictoire entre le MO et l'entrepreneur donnant lieu à l'établissement d'un état des lieux détaillé établi par le Maître d'Œuvre.

Il se réserve également le droit de prendre possession d'un ouvrage ou partie d'ouvrage terminé.

Après la mise à disposition au MO des locaux ou de certains de ces locaux, soit au terme du délai contractuel, soit à la suite d'une occupation anticipée, l'Entrepreneur devra respecter toutes les consignes ou ordres de service qui lui seront donnés par le Maître d'Œuvre.

9.2.3 Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière à l'exception de celles précisées à l'article 4.5 du présent CCAP.

9.3 Période de parfait achèvement

La période de parfait achèvement est d'un (01) an pour tous les ouvrages à compter de la date d'effet de la réception et de deux ans pour les travaux relatifs aux installations téléphoniques, outre le cas échéant les garanties particulières prévues *infra* article 9.5.

En cas de réceptions partielles, le délai des garanties court jusqu'à l'expiration du délai des garanties de l'ensemble des travaux.

Pendant toute la durée de la garantie de parfait achèvement, l'Entreprise :

- Recevra par courriel du MO, les demandes d'interventions sur des désordres couverts par la garantie de parfait achèvement, (demande faite via formulaire du MO),
- Traitera **sans délai** les désordres extrêmement urgents relevant des domaines de l'électricité, de l'assainissement, de l'AEP.

L'entreprise autorise expressément le MO à intervenir directement en matière de réparation **pour tout désordre extrêmement urgent relevant de la garantie de parfait achèvement** qui surviendrait pendant les week-ends, jours fériés et nuits ou en cas de force majeure avec impossibilité de joindre l'entreprise titulaire. Le paiement des travaux sera imputable sur la retenue de garantie ou sur la caution bancaire, sans que l'entreprise ne puisse s'y opposer.

- Traitera **sous 3 jours calendaires** tous les désordres urgents mais n'ayant pas de caractère d'extrême urgence.
- Traitera dans un délai maximum de **15 jours calendaires** tous les autres désordres.
- Dans tous les cas et à défaut d'être intervenu dans les délais impartis, l'Entreprise accepte d'ores et déjà que le MO / MOD fasse intervenir une entreprise compétente aux fins d'intervention, le tout aux frais et risques de l'Entreprise.
- Informera quotidiennement, le Maître d'Œuvre, le MO des désordres traités.
- Une fois les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement traités, l'entrepreneur retournera les réclamations signées des locataires.
- Fournira mensuellement au Maître d'Œuvre et au MO un point récapitulatif sur le traitement des désordres signalés y compris les réserves de réceptions non encore levées.

Dans le cas où l'Entreprise ne respecterait pas les délais mentionnés ci-dessus, une pénalité de **50 000 F CFP** par réclamation et par jour de délai supplémentaire sera déduite de la retenue de garantie.

9.4 Mainlevée du cautionnement ou paiement de la retenue de garantie

La mainlevée du cautionnement ou le paiement de la retenue de garantie tels que définis dans l'article V ne sera effectuée, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (01 an), que lorsque la levée de toutes les réserves et observations constatées, dans le cadre des travaux confiés à l'entrepreneur, sera effectuée.

Le cas échéant, si l'avenant de prise en charge de l'assurance décennale n'était pas encore produit par l'entrepreneur, à cette date, la mainlevée ne pourra pas être effectuée (sauf si l'assurance décennale est prise par le MO).

9.5 Garanties particulières

9.5.1 Matériaux et fournitures de type nouveau

Si l'entrepreneur propose des matériaux et fournitures de type nouveau.

L'entrepreneur garantit le MO contre la dégradation et ou le mauvais fonctionnement du (des) matériau(x) et fourniture(s) compris dans l'offre de l'entreprise et mis en œuvre sur sa proposition, pendant un délai de **quatre (4) ans** à partir de la date d'effet de réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, dans le cas où pendant ce délai la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le(s) remplacer à ses frais sur simple demande du MO par le(s) matériau(x) et fourniture(s) prévus initialement :

9.5.2 Une garantie particulière pièces et main d'œuvre est imposée pour les équipements / ouvrages suivants :

Terrassements / VRD :

L'entrepreneur garantit contractuellement le MO contre les désordres (autres que les dégradations accidentelles ou volontaires) et contre la mauvaise tenue des matériaux mis en œuvre pour les durées suivantes :

- **01 an** sur l'ensemble des plantations,
- **03 ans** sur l'ensemble des terrassements,
- **05 ans** sur l'ensemble des voiries, des réseaux enterrés, des ouvrages de soutènements et équipements divers tels que : réservoir et surpresseur, appareillages électriques, d'éclairage et téléphonique, clôtures, garde-corps.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à effectuer le remplacement ou la réparation du problème constaté. (Cf annexe n°01 au présent CCAP)

L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut provient d'une utilisation non conforme de l'équipement, ou s'il provient du fait de l'utilisateur.

La garantie particulière prend effet, pour la durée prévue ci-dessus, à la réception de l'ouvrage ou en cas de réceptions partielles, à la date de la dernière des réceptions partielles (intégralité de l'ouvrage réceptionné).

La garantie particulière est distincte de la garantie de parfait achèvement.

9.6 Assurances obligatoires des travaux

Chaque entreprise est directement et personnellement responsable vis à vis du MO des travaux compris dans son marché.

9.6.1 Assurances à souscrire obligatoirement par le MO

- Assurance de dommages obligatoire (DO) résultant des articles Lp 242-1 à Lp 242-4 et R 242-1 à R 242-2 du code des assurances de la Nouvelle-Calédonie ;
- Pour les chantiers dont le montant des travaux excède un milliard huit cent millions de francs CFP, l'assurance contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) ;
- Assurance de responsabilité obligatoire (CNR) résultant des articles Lp 241-1, Lp 241-2, R 241-1 et R 241-1-1 du code des assurances de la Nouvelle-Calédonie, pour les chantiers soumis au seuil de déclenchement de cette assurance.

9.6.2 Assurance facultative qui peut être souscrite par le MO

Le MO pourra souscrire directement une police de type Tous Risques Chantier (TRC) garantissant l'ensemble des risques accidentels fortuits en cours de construction.

Dans ce cas, il est expressément convenu que lorsque le montant d'un sinistre individualisé est inférieur à **5.000.000 F CFP HT**, le MO souscripteur se réserve le droit de ne pas déclarer celui-ci auprès de la compagnie d'assurance, l'entreprise acceptant par les présentes de rester pleinement responsable pécuniairement des conséquences dudit sinistre dans le plafond de **5.000.000 F CFP HT**.

9.6.3 Assurance à souscrire obligatoirement par les entreprises

Assurance de responsabilité décennale résultant de l'article Lp 241-1 du code des assurances de la Nouvelle-Calédonie.

L'assurance de responsabilité décennale concerne les personnes physiques ou morales impliquées dans l'acte de construire et dont la présomption de responsabilité peut être engagée sur le fondement de l'article 1792 du code civil applicable en Nouvelle-Calédonie qui précise : « Si l'édifice construit à prix fait, péricule en tout ou partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables pendant 10 ans. »

Elle couvrira jusqu'à concurrence du montant total des travaux les responsabilités qui peuvent incomber aux constructeurs, conformément aux dispositions légales.

Les frais d'assurance décennale sont à la charge du titulaire. Les ouvrages concernés sont les suivants :

- Génie civil : réservoir AEP, bâti et couverture des postes de transformation, murs en fond de jardins dont la rupture est susceptible de générer des grands glissements (ce n'est pas le cas des murets sur rue),
- Passerelles piétonnes,
- Escaliers en élévation.

9.6.4 Assurance Responsabilité Civile Professionnelle

Tous les entrepreneurs sont tenus de contracter, chacun en ce qui le concerne, une police d'assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'entreprise pour couvrir, pendant la période contractuelle du chantier, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés aux tiers.

Les entrepreneurs s'engagent à produire, avant la fin de la période de préparation, une attestation en cours de validité de la compagnie d'Assurance prouvant leur souscription à cette police. Également, ils s'engagent à produire l'attestation de renouvellement chaque année pendant toute la durée du chantier.

9.7 Contrôle technique des travaux

les frais de contrôles techniques sont à la charge de(s) l'entrepreneur(s) titulaire(s) des lots correspondants pour les travaux :

- GC du réservoir d'eau potable (lot 02),
- GC du (des) poste(s) de transformation (lot 02) → sans objet dans le cas présent, prestation concessionnaire.

9.8 Contrôle spécifique des travaux d'électricité

Un contrôle spécifique des travaux d'électricité sera à la charge des entrepreneurs titulaires des lots correspondants.

Les entrepreneurs fourniront au maître d'œuvre l'attestation de conformité de l'installation électrique, délivrée par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité (COTSUEL – délibération n°468 du 03 novembre 1982 rendue exécutoire par l'arrêté du 16 novembre 1982). Il s'agit des ouvrages suivants :

- de l'éclairage public (lot 02),
- si installée : de la vidéo protection : sans objet dans le cas présent
- le surpresseur AEP (lot 02),
- tout autre équipement électrique susceptible de rentrer dans cette catégorie ...

ARTICLE 10 - RESILIATION ANTICIPEE

Le marché pourra être résilié par anticipation et de plein droit, dans tous les cas prévus par le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet d'un marché privé (NF P03-001 – octobre 2017).

D'accord parties, en sus des cas prévus dans le CCAG marchés privés ci-dessus cité, Le MO pourra résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire :

10.1 Après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) L'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles ou l'exécution tardive par le titulaire est de nature à compromettre la position (administrative et/ou financière) finale du MO dans la réalisation du projet ;
- b) Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation notamment du travail ou des assurances ;
- c) Le titulaire entrave le libre exercice du contrôle en cours d'exécution du contrat ;
- d) Le titulaire contrevient à l'obligation d'assurance résultant de l'article Lp 241-1. Dans ce cas le/les contrevenants s'exposent également à la peine d'amende d'un montant de 8.500.000 F FCP prévue par l'article Lp 243-13 du code des assurances de la Nouvelle-Calédonie.

La mise en demeure devra être notifiée par écrit et envoyée en recommandé avec accusé de réception ou remise contre émargement au destinataire ou son représentant. Le titulaire disposera d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

10.2 Sans mise en demeure préalable, lorsque :

- a) Le titulaire déclare lui-même et par écrit ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer un cas de force majeure ;
- b) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;
- c) Postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

Dans tous les cas prévus aux paragraphes 10-1 et 10-2 ci-dessus, la décision de résiliation devra préciser que cette dernière est prononcée aux torts exclusifs du titulaire.

10.3 Pénalités

Par dérogation au CCAG applicable aux marchés privés, la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire entraînera une pénalité à la charge de ce dernier d'un montant équivalent au minimum à 5% du montant du marché et au maximum à la plus-value liée à la conclusion d'un nouveau contrat en cas de non intervention de l'entreprise dans les délais requis ou de sa défaillance.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire du marché.

ARTICLE 11 - COMPENSATION CONVENTIONNELLE

Il est convenu dès à présent la possibilité d'opérer compensation des créances et dettes réciproques, s'il devait en exister, même dans le cas de contrats ayant des liens économiques différents, mais ayant pour titulaires les parties signataires aux présentes.

ARTICLE 12 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation, il en sera référé au directeur du MO, et la procédure de règlement des contestations sera celle instituée par les règlements contenus dans les documents généraux auxquels se réfère le marché, ainsi qu'à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 13 - TRIBUNAL COMPETENT

Les litiges qui n'auront pas pu être réglés par conciliation, médiation ou un arbitrage seront portés devant le tribunal de NOUMEA.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DEROGATOIRES AU CCAG

Conformément à l'article 1 de la norme du CCAG NF P03-001 (octobre 2017), le présent article a pour objet de fixer la liste récapitulative des dérogations au CCAG afin de les rendre opposables aux parties signataires.

Articles CCAP	Dérogatoire au CCAG	Observations
	oui	
Article 1	X	Dérogation du CCAP : articles 4.2, 6,7 et 9 du CCAG
Article 2	X	Dérogation du CCAP : articles 4.3 et 4.4 du CCAG
Article 3	X	Dérogation du CCAP : articles 4.6, 9.1, 9.4, 11.1.2, 20 du CCAG
Article 4	X	Dérogation du CCAP : articles 10, 7.3, 9.5, 9.7 du CCAG
Article 5	X	Dérogation du CCAP : articles 19 et 20 du CCAG
Article 6	X	Dérogation du CCAP : articles 8.2 et 15.3 du CCAG
Article 7	X	Dérogation du CCAP : article 8.3.1 du CCAG
Article 8	X	Dérogation du CCAP : articles 5, 7 et 8 du CCAG
Article 9	X	Dérogation du CCAP : articles 15, 17, 18 et 23 du CCAG
Article 10	X	Dérogation du CCAP : articles 4.6.4 et 22 du CCAG
Article 12	X	Dérogation du CCAP : article 21 du CCAG

Par ailleurs, au titre des dérogations, l'ensemble des références aux articles des codes : civil, travail, commerce... applicables en France métropolitaine sont remplacées par les références aux codes et Lois du pays applicables en Nouvelle-Calédonie.

Fait à Nouméa, le ____ JJ/ ____ MM/ ____ AAAA en un (01) exemplaire original

L'entrepreneur ⁽¹⁾ :

Les entrepreneurs ⁽¹⁾ :

1 ^{er} cotraitant (mandataire)	2 ^{ème} cotraitant
3 ^{ème} cotraitant	4 ^{ème} cotraitant
5 ^{ème} cotraitant	6 ^{ème} cotraitant

Le Maître de l'Ouvrage :

Pour la Directrice Générale du F.S.H. et par délégation,

Le Directeur Technique
Etienne VELUT

(1) Le nom de la personne apposant sa signature est reproduit en lettres capitales sous sa signature qui est précédée de la mention « Lu et Approuvé » + tampon

ANNEXE 01 AU CCAP - GARANTIE PARTICULIERE PIECES ET MAIN D'ŒUVRE

L'entrepreneur _____ (dénomination sociale et adresse),
représentée par _____ (prénom et nom du dirigeant),
s'engage irrévocablement par la présente, à garantir le Maître de l'Ouvrage Délégué contre la dégradation et/ou le dysfonctionnement et/ou une mise en œuvre défectueuses, du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après :

- **Ensemble des plantations effectuées dans le cadre du présent marché** : l'entrepreneur garantit contractuellement le MO pendant une durée de **un (01) an** contre la mauvaise reprise des plants mis en œuvre. Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où le développement des plantations ne serait pas satisfaisant, à effectuer le remplacement ou la reprise du problème constaté. L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut provient d'une utilisation non conforme de l'équipement, ou s'il provient du fait de l'utilisateur.
- **Travaux de terrassements** : l'entrepreneur garantit contractuellement le MO pendant une durée de **trois (03) ans** contre la mauvaise tenue des matériaux et des ouvrages mis en œuvre. Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à effectuer le remplacement ou la réparation du problème constaté. L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut provient d'une utilisation non conforme de l'équipement, ou s'il provient du fait de l'utilisateur.
- **Ensemble des ouvrages enterrés, de voirie, les ouvrages de soutènements et équipements divers (réservoir et surpresseur, appareillages électriques, d'éclairage et téléphonique, clôtures, garde-corps)** : l'entrepreneur garantit contractuellement le MO pendant une durée de **cinq (05) ans** contre la mauvaise tenue des matériaux et des ouvrages mis en œuvre. Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à effectuer le remplacement ou la réparation du problème constaté. L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut provient d'une utilisation non conforme de l'équipement, ou s'il provient du fait de l'utilisateur.

L'entrepreneur reconnaît et accepte que la garantie particulière prenne effet à la réception de l'ouvrage pour la durée indiquée ci-dessus et a été informé que cette garantie particulière est distincte de la garantie de parfait achèvement.

Fait à Nouméa le ____JJ/ ____MM/ ____AAAA

En deux (02) exemplaires originaux

*Nom de l'entreprise
Qualité du signataire*

Prénom et Nom du dirigeant

ANNEXE 02 AU CCAP - MODELE DE PANNEAU DE CHANTIER

format 240x240 CM

Bien plus qu'un toit

fonds social de l'habitat

Opération XXXXX
MAÎTRE DE L'OUVRAGE
 FONDS SOCIAL DE L'HABITAT - RIDET N° 139501-001 - 1, RUE DE LA SOMME - IMMEUBLE J. FERRY - NOUMÉA - TÉL. : 26 60 00
 AMÉNAGEMENT DE XX

FINANCEMENT			
FONDS SOCIAL DE L'HABITAT		00 00 00 00 MF CFP	
TOTAL		00 00 00 00 MF CFP	

SOCIÉTÉS	MARCHÉS	RCS	ADRESSES
NOM	XXX	00000	XXXXXXXX

SHOB	SHON	HAUTEUR	SURFACE DU TERRAIN
00000 m²	00000 m²	0000 m	00000 m²

Durée des travaux : XX MOIS
 Permis de lotir N°XXXXXX Autorisé par arrêté N°XXXXXX - Dossier consultable xxxxxxxx.
CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC

Extrait du code du travail de Nouvelle-Calédonie

Source : www.juridoc.gouv.nc - droits réservés de reproduction et réutilisation des donnéesArticle R. 261-1

Remplacé par la délibération n° 207 du 7 août 2012 – Art. 38, I.

Toute ouverture de chantier de travaux occupant au moins dix personnes pendant plus d'une semaine fait l'objet d'une déclaration auprès de l'inspecteur du travail mentionnant :

- l'adresse précise du chantier ;
- le maître(s) d'ouvrage : nom(s), adresse(s), téléphone(s), mail(s) ;
- la nature de l'ouvrage ;
- la date présumée de début des travaux sur le chantier.

Si le chantier est soumis à coordination santé sécurité, les coordonnées du coordonnateur santé sécurité (nom, adresse, téléphone, mail) sont indiquées.

Article R. 261-I-1

Créé par la délibération n° 207 du 7 août 2012 – Art. 38, II.

Tout entrepreneur travaillant sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire doit, pendant la durée de ce chantier, afficher sur ce chantier son nom, sa raison sociale ou sa dénomination sociale, son adresse, son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, ou au répertoire des métiers ou les deux.

L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

ANNEXE 03 AU CCAP – GESTION DU COMPTE PRORATA**C.1 Objet**

La présente annexe fixe les modes de gestion et de règlement du compte prorata.

C.2 Personne chargée de la tenue du compte prorata**C.2.1 Désignation**

Le compte prorata est tenu :

- dans le cas d'entrepreneurs groupés, par le mandataire ;
- dans le cas d'entrepreneurs non groupés, par le pilote nommé par le Maître de l'Ouvrage ou par l'entrepreneur qui lui serait substitué par décision du comité de contrôle ; A défaut, cette mission sera assurée par l'entrepreneur titulaire du lot principal.

C.2.2 Attributions

La personne chargée de la tenue du compte, suivant les instructions du comité prévu par le C.3 et sous son contrôle :

- tient à jour une comptabilité distincte ;
- propose le budget initial et ses modifications ;
- propose les modalités des appels de fonds ;
- propose les barèmes prévus au C.5.2 ;
- établit périodiquement l'état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance des entrepreneurs ;
- informe le Maître d'Œuvre et le maître de l'ouvrage de la situation de chaque entreprise vis-à-vis du compte prorata ;
- établit le projet de décompte final du compte prorata.

C.2.3 Rémunération

La rémunération hors TGC de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant toutes taxes comprises des dépenses imputées au compte prorata hors ladite rémunération.

Ce pourcentage est fixé par accord particulier entre cette personne et le comité de contrôle. À défaut d'accord, ce pourcentage est égal à 8 % des obligations visées au premier alinéa du présent article.

Cette rémunération complémentaire n'a pas lieu d'être lorsque le pilote nommé par le Maître de l'Ouvrage assure cette mission.

C.3 Comité de contrôle**C.3.1 Composition et désignation**

Le comité de contrôle comportera un nombre impair de membres et, à défaut d'arrangements particuliers, au moins :

- un représentant du ou des lots VRD ;
- un représentant du ou des lots d'aménagements paysagers ;
- un représentant du ou des lots de compensations liées aux défrichement.

Chaque membre du comité est désigné à la majorité simple des entrepreneurs du groupe qu'il représente. Chaque entrepreneur de chaque groupe dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son marché par rapport à la somme des montants initiaux des marchés des entrepreneurs du même groupe.

Un membre suppléant, destiné à remplacer le membre titulaire en cas d'absence de celui-ci, sera également désigné dans les mêmes conditions.

Les membres du comité de contrôle sont désignés lors de la période de préparation.

La personne chargée de la tenue du compte prorata représente le groupe auquel elle appartient. Le Maître d'Œuvre peut être invité par le comité de contrôle à donner son avis.

C.3.2 Attributions

Le comité a pour mission :

- de décider de l'engagement des dépenses communes imprévues ;
- de contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, d'accepter ou de refuser les factures présentées ;
- de statuer sur le solde et le règlement du compte prorata ;
- et plus généralement de prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.

C.3.3 Réunions du comité de contrôle

Le comité de contrôle se réunit périodiquement et, en cas de besoin, à la demande de la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres, chaque représentant du groupe disposant d'une voix.

C.3.4 Rémunération

Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres du comité de contrôle, à l'exception de celle prévue au C.2.3.

C.4 Recettes du compte prorata

En début de chantier, il est arrêté par accord entre les entrepreneurs un budget prévisionnel pour le compte prorata de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata. Il fixe également les modalités de ce versement.

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 50 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

La personne chargée de la tenue du compte prorata établit les factures ou appels de fonds :

- sur la base des montants des marchés de chaque entrepreneur communiqués par le Maître d'Œuvre, s'il est décidé de constituer un fonds de roulement ;
- puis mensuellement ou trimestriellement, sur la base des situations de travaux réalisés par chaque entreprise dont les montants sont communiqués par le Maître d'Œuvre. Les montants des factures ou appels de fonds précités sont payés à la personne chargée de la tenue du compte dans les 30 jours au plus tard à compter de leur réception. Ces paiements sont indépendants des règlements des acomptes ou du solde par le maître de l'ouvrage.

Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les retards de paiement ouvrent droit pour le créancier au paiement d'intérêts moratoires au taux égal au taux de l'intérêt légal en matière commerciale en vigueur localement majoré de six (6) points. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Sont inscrites au crédit du compte prorata, les recettes provenant de la location ou de la récupération des installations, matériels, etc., ayant donné lieu à inscription au débit de ce compte.

C.5 Dépenses du compte prorata

C.5.1 Conditions d'inscription

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements qui sont établis en trois exemplaires, l'un pour le créancier, les deux autres pour la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Chaque entrepreneur renonce expressément à demander le paiement des factures qu'il n'aurait pas produites à la personne chargée de la tenue du compte dans un délai de deux mois à compter de la réalisation de la prestation et au plus tard 15 jours après la réception des travaux.

C.5.2 Imputations au compte prorata

C.5.2.1 Les dépenses imputées au compte prorata comprennent :

- les frais de la main-d'œuvre d'exécution de l'entreprise ;
- les frais de matériels, les fournitures rendues chantier aux prix facturés à l'entreprise ;
- les prestations réalisées par des tiers.

C.5.2.2 Chacun de ces postes est calculé :

- soit sur la base de justifications détaillées : pour les frais de la main-d'œuvre d'exécution, les attachements devront indiquer le temps passé ainsi que le nom et la qualification de l'ouvrier ;
- soit sur la base d'un barème approuvé par le comité de contrôle ;
- soit sur la base des prix unitaires du marché, éventuellement affectés d'un rabais fixé par le comité de contrôle ;
- soit sur devis approuvé par le comité de contrôle.

C.5.2.3

À chacun des postes évalués sur la base de justifications détaillées, il sera appliqué un coefficient multiplicateur arrêté dès le démarrage du chantier, en accord entre les entrepreneurs. Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 50 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

À défaut d'accord entre les entrepreneurs, ce coefficient sera fixé par le comité de contrôle.

C.6 Gestion et information

Le montant des factures présentées par chaque entreprise prestataire est porté à son crédit dans le compte de répartition établi par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Si ce compte de répartition fait apparaître un solde créditeur en faveur d'une entreprise prestataire, des versements même partiels peuvent lui être effectués après accord du comité de contrôle.

Tous les deux mois, la personne chargée de la tenue du compte dresse un état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance de tous les entrepreneurs.

C.7 Solde et répartition définitive

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux par la personne chargée de la tenue du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Toutefois, pour certaines dépenses expressément énumérées, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier. Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les 45 jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître par écrit ses observations.

Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis dans les huit jours au comité de contrôle qui dispose de 21 jours pour faire connaître sa décision. Ensuite, la personne chargée de la tenue du compte prorata émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise. Ces factures ou avoirs comprennent la TGC au taux applicable.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au comité de contrôle pour la fixation de sa contribution.

C.8 Litiges

Les différends, nés à l'occasion de la gestion et du règlement du compte prorata, sont soumis au tribunal compétent du lieu d'exécution des travaux, à moins que les parties conviennent de recourir à l'arbitrage. Le comité de contrôle peut décider que les frais exposés à cette occasion seront portés au débit du compte prorata.

ANNEXE 04 AU CCAP – PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENT

LOTISSEMENT DE LA VALLEE DE SAKAMOTO

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Pièce n°xxx annexe du CCAP

PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENT

Maître de L'Ouvrage :	Maîtrise d'Oeuvre
FSH Immeuble Jules Ferry 1, rue de la Somme. BP 3887 98 846 Nouméa Cedex Tel : 26 60 00	   

Janvier 2025

SOMMAIRE

1	DEFINITION DES OBJECTIFS & MOYENS MIS EN OEUVRE	3
1.1	PRÉSENTATION DU PROJET	3
1.2	RAPPEL DES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES LIÉES AU SITE	3
1.3	QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DE L'OPÉRATION	7
1.4	LE RÔLE DE CHACUN DES INTERVENANTS	7
1.5	MODALITÉ DE MISE EN PLACE DU PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENT (PAE)	8
1.5.1	<i>Phase Consultation</i>	8
1.5.2	<i>Phase marché</i>	8
2	COMMUNICATION.....	10
2.1	OBJECTIF VISÉ.....	10
2.2	LOTS CONCERNÉS	10
2.3	ORGANISATION	10
3	CIBLE N°1 : LA GESTION DIFFÉRENCIÉE DES DÉCHETS	11
3.1	OBJECTIF VISE.....	11
3.2	LOTS CONCERNÉS	11
3.3	RÉGLEMENTATION	11
3.4	LES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	11
3.5	ORGANISATION	11
4	CIBLE N°2 : LIMITATION DES POLLUTIONS CHIMIQUES.....	13
4.1	OBJECTIF VISE.....	13
4.2	LOTS CONCERNÉS	13
4.3	LES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	13
4.4	ORGANISATION	14
5	CIBLE N°3 : LA GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT	15
5.1	OBJECTIF VISE.....	15
5.2	LOTS CONCERNÉS	15
5.3	RÉGLEMENTATION	15
5.4	LES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	15
5.4.1	<i>Protection de la Napoué</i>	15
5.4.2	<i>Aire de circulation</i>	16
5.5	ORGANISATION	16
6	CIBLE N°4 : VOISINAGE.....	17
6.1	OBJECTIF VISE.....	17
6.2	RÉGLEMENTATION	17
6.3	LES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	17
6.4	ORGANISATION	17
7	CIBLE N°5 : PAYSAGE & BIODIVERSITE.....	19
7.1	OBJECTIF VISE.....	19
7.2	LES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	19
7.2.1	<i>Conservation de la végétation limitrophe :</i>	19
7.2.2	<i>Protection des eaux, des réseaux et des sols</i>	19
8	ANNEXES	21
8.1	ANNEXE 1 – FICHE OUVRAGE CV	23
8.2	ANNEXE 2 – FICHE HEBDOMADAIRE A REMPLIR PAR LOT	40
8.3	ANNEXE 3 – NOTE ENVIRONNEMENTALE ENTREPRISE	42

ENGAGEMENT DES ENTREPRISES POUR UN CHANTIER RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Nous nous engageons à respecter les mesures établies dans la présente note sur les contraintes environnementales de manière à :

1. Gérer nos déchets sur site et hors site conformément à la réglementation locale et les techniques disponibles
2. Mettre en œuvre les dispositions techniques adaptées à notre activité pour limiter les pollutions des sols et des eaux sur et en périphérie du chantier
3. Gérer la ressource en eau
4. Respecter le voisinage du chantier
5. Ne pas détruire le paysage, la végétation et la faune jugée d'intérêt par les études
6. Respecter et préserver le patrimoine présent sur ou en périphérie du chantier

1 DEFINITION DES OBJECTIFS & MOYENS MIS EN OEUVRE

1.1 Présentation du projet

Le présent document a pour objectif de définir les prescriptions environnementales qui devront être prises en compte lors de la préparation et de l'exécution des travaux de l'opération de viabilisation du lotissement Sakamoto sur la commune de Nouméa.

En effet, dans le cadre des problématiques et enjeux environnementaux, le **FSH** maître d'ouvrage de l'opération a décidé de mettre en place des mesures afin de réduire les nuisances sur ce chantier.

Maître d'ouvrage :

FSH
1 rue de la Somme BP 3887 98846 NOUMEA Cedex Tel : 26 60 00

Maître d'œuvre :

ETEC Mandataire	ATHANOR Calédonie	BIOEKO	OMNIS
Bureau d'études VRD	Urbaniste et Paysagiste	Bureau d'études Environnement	Bureau d'études Structures
Immeuble Kariba 7 bis rue Suffren Nouméa Tél : 25.19.70 vrd@etec.nc	24 bis rue Dame LECHANTEUR Nouméa Tél : 27.63.70 secretariat@athanor-caledonie.com	Immeuble Kariba 7 bis rue Suffren Nouméa Tél : 25.04.88 bioeko@bioeko.nc	32 rue l'Amborella, Dumbéa Dumbéa Tél : 44 38 00 omnis@omnis.nc

1.2 Rappel des contraintes environnementales liées au site

L'aménagement est découpé en deux secteurs :

- Le secteur 1 dite la vallée de Sakamoto
- Le secteur 2 : sur la ligne de crête le long des rues Jones et Topalovic

La réparation des lots est la suivante :

Tableau 1. Répartition des lots

	Secteur 1	Secteur 2
Nombre de lots	143	37
Lot espaces verts / réservoir	1	1
TOTAL	144	38

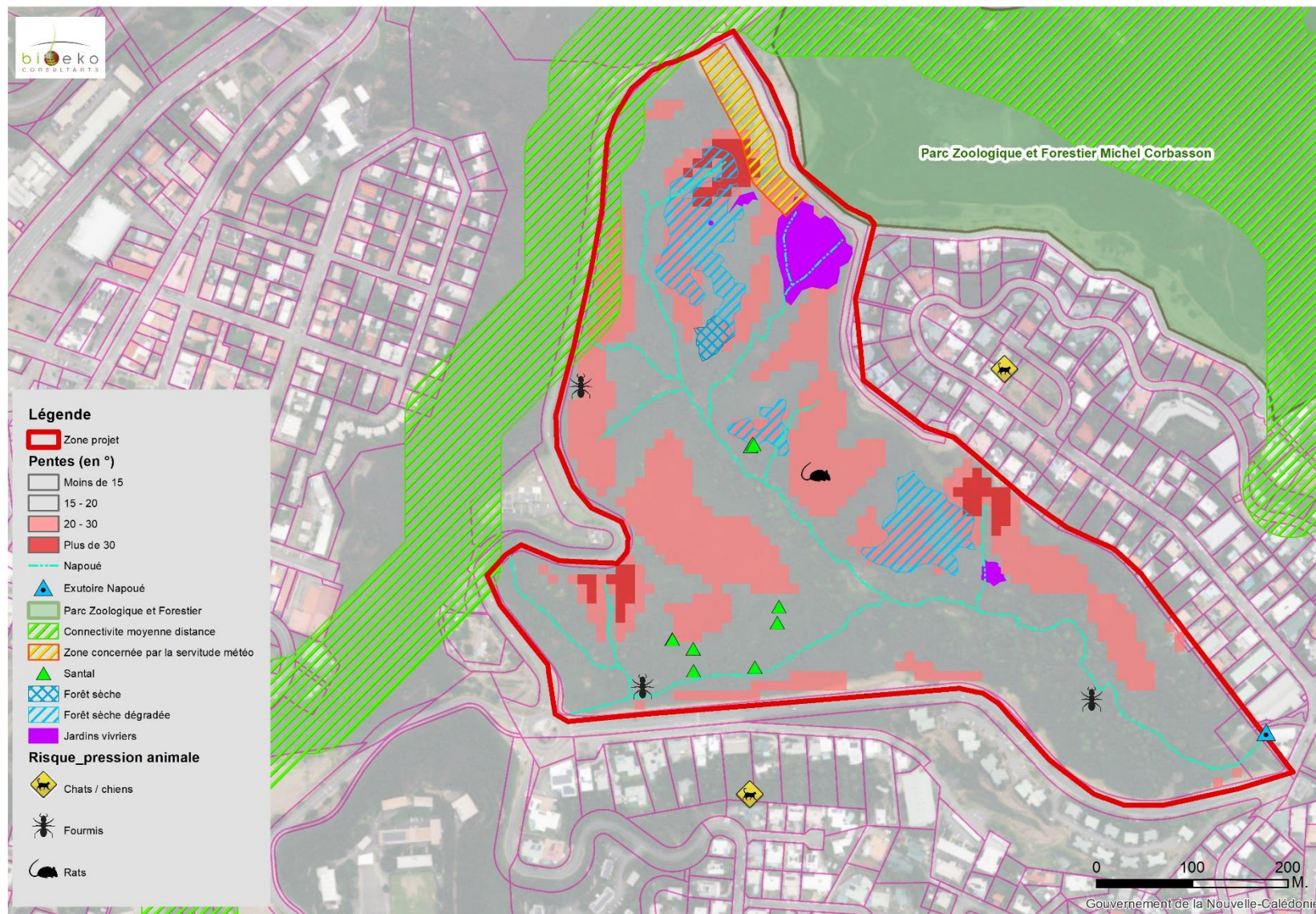
Un projet comprend au total 182 dont 2 lots qui seront dédiés au réservoir au niveau du secteur 1 à la jonction entre la rue Teyssandier et la rue Jones (axe3A) et un lot en espace vert au niveau du secteur 2 à l'intersection des axes 1A, 1B et 2.

Les principaux enjeux environnementaux issus de l'étude d'impact environnemental sont présentés dans le tableau ci-après :

MILIEU / ASPECT	COTATION	DESCRIPTION	
MILIEU PHYSIQUE			
Climatologie	Faible	Pluviométrie	1 156,4 mm / an
	Faible	Vents	Orientation des vents dominants sud-est
Relief	Fort	Pente	27% de pentes entre 20 et 30° et 2% supérieures à 30°

	Fort	Ligne de crête	3 lignes de crête
Géologie	Fort	Type de sols	Quasi-totalité de la zone repose sur des flysch gréseux volcanoclastique à intercalations de brèches de micrite et chert qui ont une propriété ravinante forte.
	NUL	Amiante environnementale	Nouméa classé en probabilité nulle
Géotechnique	Faible	Présence d'eau / humidité dans le sol	Absence présence d'eau ou d'humidité dans le sol via les sondages
	Fort	Portance	Terrain propice à l'érosion des sols
	Fort	Erosion/Glisement de terrains	Terrain propice à l'érosion des sols
Hydrologie	Moyen	Talweg	Présence de deux branches d'écoulements non pérennes liés aux précipitations Écoulements non classé au domaine public fluvial (DAVAR)
	Fort	Conditions hydrauliques	Zone projet présentant un risque de débordement du talweg en fond de vallée en crue décennale et centennale.
	NUL	Captage/Forage	Non concernée par PPE
MILIEU NATUREL TERRESTRE			
Zones réglementées et d'intérêt écologique	Moyen	Parc ou réserve	Hors Parc ou réserve mais proximité immédiate du parc provincial zoologique et forestier
	Fort	Sensibilités pressenties (milieu naturel DDDT et ERM)	Habitats à enjeux (DDDT) + ERM proche (Parc forestier) Absence espèce protégée et absence espèce UICN
Compartiment floristiques	Fort	Habitats dans la zone de projet	Forêt sèche : 0,4% au sein de la zone de projet
	Fort		Forêt sèche dégradée : 6,3% au sein de la zone de projet
	NUL		Verger: 2% au sein de la zone de projet
	Faible		Zone anthropisée: 40,8% au sein de la zone de projet
	Faible		Zone faux mimosas: 14,8% au sein de la zone de projet
	Moyen		Zone faux mimosas et gâïacs avec arbres isolés : 22,2% au sein de la zone de projet
	Faible		Zone herbacée entretenue: 10,1% au sein de la zone de projet
	Fort	EIP	Présence au sein de la zone de projet de patches de forêt sèche
	Fort	ERM au titre du code et UICN (CR, EN ou VU)	Présence d'une ERM et espèce protégée au titre du CODENV : Santalum austrocaledonicum var. pilosulum
	Fort	Espèces Envahissante végétales	Présence d'espèces envahissantes et nuisibles
Compartiment faunistique	Faible	Avifaune	Une seule espèce endémique pouvant présenter un enjeu; le reste des espèces recensées sont communes à large répartition, 13 espèces protégées très communes (aucune listées à UICN) ; 3 espèces envahissantes
	Faible	Herpétofaune	2 espèces endémiques mais à large répartition en NC, non listées UICN
	Fort	Myrmécofaune	Site entièrement occupé par des espèces introduite voire envahissantes dont : 47% occupés par Wasmannia auropunctata (fourmi électrique), Pheidole megacephala (fourmi noire à grosse tête), et Solenopsis geminata (fourmi de feu tropicale).

	Moyen	Espèces envahissantes animales	Présence de Fourmis, rats ainsi que les pressions existants des quartiers environnants : chiens et chats
MILIEU HUMAIN			
PUD	Fort	PUD	Zone AU; Une révision du PUD sera faite avant l'ouverture à l'urbanisation
	Fort	Servitude aérienne (Hertzienne, aérodrome...)	servitudes pour la protection contre les obstacles à la propagation des ondes applicables au voisinage du centre radioélectrique de Météo-France
	Faible	Servitude de marchepied	Sans objet; non classé cours d'eau
	Faible	Emplacement réservé	Déplacement de l'ER dans le cadre de la révision du PUD
Démographie	Fort	Recensement	94 285 habitants à Nouméa (2019) et 2 010 dans le quartier de Haut-Magenta. Pop. en baisse entre 2010 et 2019 donc besoin de faire revenir les jeunes ménages dans des logements décents
Foncier	NUL	Propriété / cadastre	Foncier maîtrisé
Bâti	Faible	Implantation secteur (Zone d'habitats)	Insertion dans un tissu urbain dense existant
Équipement	POSITIF	Religieux	Plusieurs établissements religieux + statut Notre Dame du Pacifique
	POSITIF	Établissement scolaire	Collège Champagnat, collège Portes de Fer, écoles primaires et élémentaires et maternelles
Activités économiques	Moyen	Commerces	Peu de commerces à proximité immédiate
	Moyen	ICPE	SLN à proximité
Réseaux viaire	POSITIF	Desserte et accès	Bonne accessibilité à la zone de projet
	POSITIF	Transport en commun (arrêt bus, gare routière...)	Desservie par deux lignes de bus
	POSITIF	Mode doux	Piste cyclable au niveau de la rue Chapuis
	NUL	Captage/Forage	Non concernée par PPE
Réseaux	Faible	Réseaux électrique	Réseaux existants
	Faible	Réseaux OPT	Réseaux existants
	Faible	Réseaux EP	Réseaux existants
	Moyen	Réseaux EU (assainissement)	En séparatif sur la partie aval de la zone de projet En unitaire sur la zone nord-est Topalovic
	Moyen	Réseaux AEP	Besoin potentiel de mise en place d'un ouvrage de type réservoir
QUALITE DU SITE			
Patrimoine culturel	Faible	Monument historique	Pas de monument historique sur la zone de projet
	Faible	Archéologie	Activités antérieures : habitation précaires, nettoyage du site en 2018
Paysage	Faible	Grand paysage	Trame urbaine
	Moyen	Perceptions paysagère (Dynamiques et statiques)	Points hauts et lignes de crête
Salubrité publique	FORT	Déchets / Qualité des sols	Campagne de nettoyage du site en 2018 Présence de macro-déchets sur le site en 2024 >> nettoyage prévu avant le démarrage des travaux



Source : Bieko, Géorep - Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Date: avril 2024

1.3 Qualité environnementale de l'opération

Afin d'améliorer la Qualité Environnementale (QE) de l'opération, le Maître d'Ouvrage a confié à un bureau d'études la mission de rédaction d'une charte environnementale.

Ce document consiste à définir et à suivre les efforts à fournir tout au long du processus de conception et de réalisation pour le traitement des cibles suivantes issues de la démarche « Chantier Vert » orchestrée par la CCI et à laquelle le FSH a collaboré :

- Cible n°1 – Gestion des déchets
- Cible n°2 – limitation des pollutions
- Cible n°3 – Gestion de la ressource en eau
- Cible n°4 – Voisinage
- Cible n°5 – Paysage et Biodiversité
- Cible n°6 – Patrimoine

Dans le cadre de la présente opération, les cibles retenues sont les suivantes :

- Cible n°1 – Gestion différenciée des déchets
- Cible n°2 – Limitation des pollutions
- Cible n°3 – Gestion des eaux de ruissellement
- Cible n°4 – Voisinage
- Cible n°5 – Paysage et Biodiversité

Il est imposé des objectifs de résultats pour chaque cible.

1.4 Le rôle de chacun des intervenants

❖ **La maîtrise d'ouvrage (FSH)**

La maîtrise d'ouvrage affiche clairement sa volonté de réduction des nuisances environnementales en posant ses exigences pendant le chantier. Assistée par le maître d'œuvre et le pilote environnement, le FSH pose ses exigences, ses objectifs et ses recommandations en matière de nuisances environnementales.

❖ **Le maître d'œuvre (ETEC/ATHANOR)**

Il assure une mission de suivi de chantier et de gestion des interfaces entre les entreprises intervenantes sur le chantier.

❖ **Le pilote environnemental (Bio eKo Consultants)**

Il est en charge du contrôle et suivi des travaux permettant de limiter les impacts environnementaux.

❖ **Les entreprises intervenant sur le chantier : entreprises, sous-traitants...**

Elles doivent s'assurer de la bonne mise en œuvre des dispositions Du présent Plan d'action Environnement (PAE).

Elles doivent donc être garantes de la bonne compréhension et application des procédures et prescriptions par l'ensemble des employés présents sur le chantier.

Elles désignent un Responsable Environnement (RE) qui aura la charge du respect des exigences environnementales et des mesures. Ce RE est l'interface entre les entreprises et les sous-traitants ainsi qu'avec le Pilote Environnemental, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les travaux seront décomposés en 3 lots :

- ➔ Lot n°01 : infrastructures. Il décrit les travaux de terrassement, de voirie et de réseaux de la viabilisation, y compris construction d'un réservoir d'eau potable ;
- ➔ Lot n°02 : espaces verts. Il décrit les travaux de préparation de plantation et de plantation ainsi que d'aménagements paysagers présents sur voirie, sur parcelles communes et dans le parc urbain créé dans l'emprise du lotissement ;
- ➔ Lot n°03 : reboisement. Il décrit les travaux de préparation de plantation et de plantation du programme de compensation, travaux localisés hors de l'emprise du lotissement.

Le titulaire du lot n°01 est le mandataire du groupement et il devra assurer la co-activité et la coordination avec les entreprises de son groupement.

Le titulaire du lot n°01 devra également assurer la co-activité et la coordination avec les autres entreprises apportant leur concours à l'opération selon les directives de la Maîtrise d'Œuvre.

1.5 Modalité de mise en place du Plan d'Action Environnement (PAE)

1.5.1 Phase Consultation

Le Plan d'Action Environnement est annexé sont une pièce contractuelle du dossier de Consultation des Entreprises.

Les entreprises devront :

- tenir compte des préconisations et contraintes imposées par l'application de ce document pour l'élaboration de leur prix ;
- définir les moyens techniques et humains qui seront mis en œuvre lors du chantier pour le respect de cette charte sous forme d'une note adaptée au lot traité. Cette « note environnementale entreprise » présentera notamment les déchets qui seront produits, la liste des produits dangereux qui seront employés, les dispositifs de gestion des eaux qu'ils envisagent de mettre en œuvre selon leur activité (note environnementale de l'entreprise).

Ces documents doivent être remis conjointement à l'offre de prix. (cf. [Note environnementale entreprise modèle communiquée](#))

1.5.2 Phase marché

Le PAE et la note environnementale spécifique de l'entreprise sont une pièce contractuelle du ou des marchés de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

La présente note et le PAE devront obligatoirement faire l'objet d'une communication auprès de l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier (y compris les sous-traitants, co-traitants...).

Toutes les entreprises présentes au même moment sur le chantier sont considérées comme solidairement responsables ; de ce fait, la responsabilité de toutes les entreprises sera engagée en cas de manquement aux préconisations de la charte et du PAE.

En cas de non-respect de la charte constatée par le pilote ou tout autre personne habilitée (maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage) et notifiée par la maîtrise d'œuvre, il est donné un délai de 2 jours pour intervenir à l'exception du brûlage, de l'abandon de déchets sur site de déchets ou de rejets de produits dangereux et/ou polluants dans le milieu naturel qui sera sanctionné immédiatement par une pénalité définie ci-après (voir également CCAP).

Non transmission du plan de gestion des eaux 15 jours avant le démarrage des travaux	50 000 F CFP/jours
Non transmission de la note environnementale entreprise	20 000 F CFP/jours
Non transmission des fiches environnementales hebdomadaires	50 000 F CFP/jours
Non-respect des exigences de la charte chantier vert et du plan d'action environnement et ces obligations de résultats	50 000 F CFP/jours
Nettoyage du chantier sur décision du Pilote environnement	Montant équivalent à la prestation d'un nettoyage de chantier par une entreprise spécialisée
Destruction d'arbres à conserver	200 000 F CFP/individu + Remplacement de l'individu détérioré correspondant à la même espèce d'arbre et de de stature identique (taille et envergure)
Défrichement en dehors des zones autorisées (hors forêt sèche si forêt se référer à l'article 235-2 du code) et obligation de replanter à la charge de l'entreprise	200 000 F par m ²
Relargage massif terrigène dans la Napoué	70 000 F CFP/jours

Passé ce délai, il sera tout d'abord fait application à l'entreprise titulaire du marché d'une pénalité (voir CCAP) et le maître d'ouvrage mettra en œuvre sans autre injonction, les actions qui lui sembleront nécessaires pour le maintien du chantier dans le respect de la démarche initiée. Les frais engagés par le maître d'ouvrage seront répercutés soit directement sur l'entreprise ciblée, soit sur le compte prorata correspondant.

À noter que l'article 235-2 du Code de l'environnement prévoit que :

« Le fait de détruire ou de modifier dans son état ou son aspect un écosystème sans avoir préalablement obtenu l'autorisation requise par l'article 233-1 ou en méconnaissance de l'autorisation délivrée est puni d'une amende administrative d'un montant de 500 000 francs CFP par mètre carré de surface construite ou détruite ou un montant maximum de 35 millions de francs CFP. Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution desdits travaux. »

2 COMMUNICATION

2.1 Objectif visé

L'objectif visé par le FSH sur ce chantier est la communication de la prise en compte de la composante environnementale durant le chantier à travers l'application du Plan d'Action Environnement.

2.2 Lots concernés

Lot 1 (Infrastructure) pour la mise en place des supports sur le chantier.

Tous les lots pour la désignation en interne d'un référent environnement destiné à faire vivre la charte en interne et à sensibiliser son personnel.

A ce titre, l'entreprise mandataire de chaque lot devra transmettre de manière hebdomadaire une fiche de suivi environnementale cf. annexe 3 du présent document.

2.3 Organisation

La charte « CHANTIER VERT » de la CCI (cf. **OUVRAGE CV N°1**) sera intégrée aux panneaux de chantier à la charge du lot Infrastructure.

La réalisation et la pose de supports et de promotion de la démarche « chantier vert » seront intégrées au sein même du chantier (cabane de chantier, aire de tri, etc...).

Dans le cadre de la démarche « chantier responsable », chaque lot séparé devra transmettre au pilote environnement une **fiche hebdomadaire** sur le suivi de l'application de la « charte chantier vert ».

Cette fiche sera fournie par le pilote environnement. Elle sera sous la forme d'un tableau Excel permettant de suivre l'application des mesures environnementales pendant tout le long du chantier. Cette fiche sera à transmettre toutes les fins de semaine ou semaine N+1 avec les photographies des ouvrages. **Cf. annexe 2**

L'objectif de cette fiche est de suivre le chantier et de lever les non-conformités rapidement.

De manière mensuelle, le lot Infrastructure devra transmettre :

- Un bilan des évacuations des déchets avec les justificatifs,
- La consommation électrique,
- La consommation d'eau
- La consommation en carburant
- Les heures de fonctionnement des engins
- Le thème du ¼ heure environnement et le nombre de personnes sensibilisé.

Quinze jours avant le démarrage du chantier, chaque entreprise devra fournir au pilote environnemental **une analyse des risques des travaux** prévus au marché. Cette analyse de risque sera à mettre à jour en fonction de l'avancée du chantier ou à la simple demande du pilote ou de la Moe.

Un tableau sera fourni sous format « excel » et comprendra notamment :

- La tâche réalisée,
- Le risque environnemental,
- Les mesures mise en œuvre pour éviter, réduire,
- Durée de la tâche,
- Émission de déchets.

3 CIBLE N°1 : LA GESTION DIFFÉRENCIÉE DES DÉCHETS

3.1 Objectif vise

L'objectif visé par le FSH sur ce chantier est la mise en œuvre d'une centralisation des déchets produits par l'ensemble des acteurs en vue d'une gestion différenciée des déchets.

3.2 Lots concernés

Lot 1 Infrastructure pour la mise en place et gestion de l'aire de tri.

Tous les lots pour la désignation en interne d'un référent environnement destiné :

- à établir la liste des déchets susceptibles d'être produits par son entreprise
- à expliquer le tri des déchets aux personnes présentes sur le chantier ;
- à s'assurer que les postes de travail sont nettoyés chaque soir.

3.3 Réglementation

Les entreprises respecteront la réglementation en vigueur et ont établi leurs prix et leurs plannings en connaissance de cause.

3.4 Les moyens mis en œuvre

Dans le cadre du marché conformément au poste de prix définis par le BPU de chaque lot, doit la collecte, l'évacuation et le traitement des déchets avec 4 niveau de tri soit :

- Déchets inertes (DI),
- Déchets non dangereux (DND),
- Déchets ferreux et non-ferreux (ferrailles),
- Déchets dangereux (DD) avec à minima deux bacs distincts : un pour les cartouches d'aérosols, un pour les déchets souillés.

Une aire de tri sera mise en place dans le cadre du marché du lot 1.

3.5 Organisation

Aucun produit, matériau ou matériel ne doit être abandonné ou délaissé. Les entreprises ont l'obligation de trier leurs déchets et de les évacuer quotidiennement vers l'aire de tri.

Il est interdit :

- de brûler des déchets sur les chantiers ou ailleurs,
- d'abandonner ou d'enfouir des déchets quels qu'ils soient, même inertes, dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges sauvages ou des chantiers,
- d'abandonner des déchets dangereux ou non sur le chantier.
- d'enfouir des déchets sur site.

Ainsi il est dû par la **totalité des entreprises** sélectionnées aux marchés global de viabilisation du lotissement SAKAMOTO:

- La gestion quotidienne du ramassage des déchets au droit des postes de travail
- La mise en œuvre de moyens adaptés pour le ramassage des déchets de type ménagers qui seront évacués à la charge de l'entreprise quotidiennement voir de manière hebdomadaire (fûts, sacs...) ;
- Le tri sélectif des déchets durant toute la durée du chantier
- L'emploi de matériaux et produits respectueux de l'environnement et le plus possible biodégradables ;
- Le nettoyage hebdomadaire complet du chantier avec ramassage de l'ensemble des déchets de type DND. Des nettoyages supplémentaires pourront être déclenchés sur simple demande du maître d'ouvrage et/ou du pilote.

Dans le cadre du marché du **lot 1 « Infrastructure »**, il est dû par l'entreprise pour l'ensemble de la durée du chantier :

- la surveillance du respect du tri des déchets par l'ensemble des entreprises présentes sur site ainsi qu'au maintien du tri permettant l'évacuation des bennes vers les filières envisagées ;

- l'évacuation périodique des déchets (inertes, gravats, bitume et DD...) conformément à la procédure de suivi définie en accord avec le Maître d'Ouvrage. Chaque évacuation vers un centre spécialisé devra faire l'objet d'un bordereau de suivi qui sera transmis mensuellement au pilote environnement.
- la prise en charge du coût de l'évacuation et de la prise en charge de ces déchets vers les filières autorisées sur le territoire
- la transmission des bordereaux de suivi des déchets au pilote environnement de manière mensuel (cf. chapitre communication).

Lors de la phase terrassement, une aire de tri devra également être mise en place afin de trier les déchets dangereux (aérosol, déchets souillés...) ainsi que les déchets alimentaires.

La liste des prestataires de services pour le traitement des déchets sur la nouvelle Calédonie est disponible sur le site internet de la CCI : <https://chantiervert.cci.nc/index.php/accueil/accueil-chantier-vert/a-telecharger/>

4 CIBLE N°2 : LIMITATION DES POLLUTIONS CHIMIQUES

4.1 Objectif vise

L'objectif visé par le FSH sur ce chantier est la limitation des pollutions internes inhérentes à tout chantier

4.2 Lots concernés

Lot 1 « Infrastructure » et lot 2 « Espace vert » pour les bassins de décantation des laitances de béton.

Tous les lots pour la fourniture :

- des Fiches de Données Sécurité,
- la flotte d'engins sur le chantier
- les modalités de mise en œuvre d'ouvrages de rétention.

4.3 Les moyens mis en œuvre

Tous produits dangereux (stockés ou utilisés sur site) devront être sur rétention.

Tous petits engins à moteur (groupe électrogène, pompe, compresseur....) devront être sur rétention.

Ouvrage de traitement pour le lessivage des camions toupies (laitance béton)

Dans le cadre du marché des **Lots 1 « Infrastructure » et 2 « Espace vert »**, il est dû par l'entreprise la réalisation, autant que nécessaire d'ouvrages de décantation des laitances de béton pour la réalisation de la viabilisation du lotissement SAKAMOTO. En fonction de la méthodologie transmise par l'entreprise, ces ouvrages seront judicieusement placés à minima au niveau des installations de chantier et aux abords de la zone de travail pour le coulage des pieux et piles.

Ces ouvrages sont destinés aux camions toupies réalisé en entrée/sortie de site mais également pour le traitement des laitances béton pour les fondations.

Il est attendu pendant la période de préparation la transmission d'un plan Environnement positionnant ces ouvrages.

Ce plan sera évolutif et devra être réactualisé par l'entreprise.

Cf. ouvrage CV N°3

Pollutions domestiques

Le chantier sera équipé de sanitaires conformément à l'article 205 de la délibération n° 35/CP du 29 Février 1989 : sanitaires chimiques pour les ouvriers ou reliés à un ouvrage d'épuration autonome.

Les justificatifs des entretiens des toilettes seront fournis au pilote.

Divers

Les matériaux employés devront être validés par la MO et être dans la mesure du possible respectueux de l'environnement.

Toutes les entreprises doivent fournir dès le démarrage du chantier la **fiche de données sécurité des produits et/ou matériaux** qu'elle envisage mettre en œuvre (cf. note environnementale de l'entreprise).

Il est notamment demandé l'utilisation des peintures pour l'étanchéité des murs de soutènement et huiles décoffrage entièrement végétale, exempte de produits d'origine pétrolière. Dans la mesure du possible, il est demandé que l'huile soit pulvérisée sur les supports. Chaque engin de chantier doit avoir son propre « **kit anti-pollution** ».

Pour rappel, le rejet dans le réseau municipal ne devra pas excéder les 35 mg/l sur le paramètre MES.

Des analyses sur la qualité de l'eau de la Napoué devront être effectué avant le démarrage des travaux sur le paramètre MES. Le point de mesure sera au niveau du point bas avant l'ouvrage.

En cas d'incidents ou pollution, une mesure devra être réalisée par l'entreprise du lot 1 pour quantifier l'impact.

Ces campagnes seront **À LA CHARGE DE L'ENTREPRISE RESPONSABLE DE LA POLLUTION**. La note environnementale entreprise devra préciser la procédure.

Paramètres à analyser (selon la pollution, soit voir le risque de pollution potentielle en fonction des produits utilisés sur site) sont définir au § « cible 5 – Paysage et biodiversité ». En fonction du type de déversement il pourra être demandé des prélèvements de sédiments le jour de la pollution puis 1 semaine après l'incidence.

4.4 Organisation

Il est interdit :

- de déverser sur le sol ou dans les réseaux ou dans le cours d'eau des produits polluants (solvants, peinture, laitance de béton etc...) ;
- de nettoyer les toupies béton sur le chantier sans ouvrage de décantation ;
- de réaliser l'entretien des véhicules sur site (vidanges notamment) ;
- de prélever l'eau sur les bouches ou poteaux d'incendie, etc.

Le stockage des produits dangereux doit se faire au-dessus de cuvette de rétention devant présenter un volume de stockage équivalent à minima à 50% des volumes stockés (Cf. ouvrage CV N°9).

La surveillance, l'entretien, le curage et l'enlèvement de l'ouvrage de décantation des laitances de béton est à la charge de l'entreprise.

5 CIBLE N°3 : LA GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT

5.1 Objectif vise

L'objectif visé est la gestion des eaux de ruissellement en phase terrassement et des eaux de chantier en phase aménagement de manière à assurer le maintien de l'intégrité de la continuité écologique de la Napoué en limitant l'apport terrigène dans le réseau hydraulique du chantier et en avant.

5.2 Lots concernés

Le lot 1 « Infrastructure » et lot 2 « Espace vert ».

5.3 Réglementation

Les entreprises respecteront la réglementation en vigueur et ont établi leurs prix et leurs plannings en connaissance de cause.

5.4 Les moyens mis en œuvre

En préambule des travaux, un plan de gestion des eaux sera émis par l'entreprise et transmis dans un délai d'un mois avant le démarrage des travaux.

Le plan de gestion des eaux sera évolutif et devra être mis à jour en fonction de chaque phase.

Au démarrage de chaque phase de travaux de défrichement et de terrassement, il sera demandé de veiller à minima :

- à respecter des zones d'écoulement préférentielles identifiées sur la zone ;
- à équiper l'ensemble des exutoires provisoires d'ouvrages de décantation ou pièges à sédiments, rustiques et qui demanderont peu d'entretien (ouvrages dont le curage pourra se faire au moyen d'engins de chantier) :
 - du fossé cloisonné et/ou avec surverse en ballast et géotextile au niveau des futurs fossés (cf. ouvrage CV N°9) ;
 - des fossés drainants existants (cf. ouvrage CV N°10) ;
 - de pièges à sédiment (cf. ouvrage CV N°7) avant rejet dans le cours d'eau. Ces ouvrages phase chantier doivent être entretenus conformément au poste de prix désigné au CCTP Génie civil / VRD-Terrassement.
- à mettre en place de moyens de rétention des fines lors du recalibrage de la Napoué et tous autres moyens garantissant l'absence de rejets chargés en fines dans le réseau public.
Les bassins d'orage prévus dans le projet devront être mis en place dès les premières phases de travaux pour garantir le traitement des eaux avec la mise en place d'une surverse en ballast et géotextile,
- La protection des avaloirs attenants à l'entrée et sortie du chantier y/c l'entretien et l'enlèvement,
- à définir une aire matérialisée et protégée des écoulements superficiels en amont pour le parking des véhicules et engins de chantier.
- à protéger les stocks de déblais/remblais/terre végétale avec mise en oeuvre de fossés périphériques, de barrières anti-fines terrestre;
- à mettre en place une zone de décrottage des camions avant sortie sur la voie publique.

L'entreprise veillera à l'entretien de la voirie.

Lors de la réalisation des travaux, on veillera à conserver un écoulement dans les fossés existants avec la mise en place d'un ouvrage permettant le traitement des eaux de ruissellement issues des zones du chantier.

5.4.1 Protection de la Napoué

Pour rappel, dans le cas où une pollution serait avérée dans le cours d'eau, l'entreprise aura à sa charge l'analyse de qualité des eaux sur le paramètre « MES » lors de l'incident et 1 jour après.

L'entreprise aura à sa charge l'enlèvement des fines dans le réseau. Cette procédure devra être explicitée dans la note entreprise.

5.4.2 Aire de circulation

Le chantier comprendra l'entretien de l'ouvrage conformément au marché :

- d'une voie de décrottage de chantier de 3 m de large et de 15 m de longueur sur la voie d'accès créée conduisant au chantier (**cf. ouvrage CV N°5**). Cet ouvrage permettra de garantir la propreté de la voie publique pendant les travaux.

Le plan sera affiné avant le démarrage des travaux.

5.5 Organisation

Ouvrage de traitement des eaux

Durant la phase de terrassement et des travaux VRD, l'entretien des ouvrages de traitement des eaux de ruissellement comprenant entre autre l'évacuation des boues après décantation est à la charge de l'entreprise du lot 1.

Voie de décrottage

Durant toute la durée des travaux, la mise en place et l'entretien de cet ouvrage est la charge de l'entreprise du mandataire du Lot 1.

6 CIBLE N°4 : VOISINAGE

6.1 Objectif vise

L'objectif visé est la communication auprès des résidents les plus proches du chantier de la démarche « Chantier Vert » engagée par le FSH avec la prise d'engagements vis-à-vis :

- du bruit ;
- de l'état des voies usitées par le chantier ;
- du trafic généré par le chantier. Plus exactement, un des objectifs visé par le FSH est de limiter le nombre des déplacements vers le chantier de façon :
 - à réduire la pollution générée et les émissions carbone,
 - à réduire les stationnements de véhicules à proximité du chantier,
 - à limiter les risques de sécurité inhérents à l'augmentation du trafic.
- et enfin de la salubrité du chantier notamment vis-à-vis des risques épidémiologiques.

6.2 Réglementation

Les entreprises respecteront la réglementation en vigueur et ont établi leurs prix et leurs plannings en connaissance de cause.

6.3 Les moyens mis en œuvre

Les entreprises présentes sur site auront à charge d'arroser les axes de circulations aussi souvent que nécessaire pour limiter les envols de poussière.

Les entreprises présentes sur site devront le nettoyage autant de fois que nécessaire les accès bordant le chantier au niveau de la rue Chapuis, Teyssandier ou Jones/Topalovic.

L'entreprise VRD aura la charge du nettoyage et de l'entretien de la voie publique d'accès au chantier. En cas de constatation de dégradation de l'état de propreté de la voie le nettoyage sera mis au compte prorata. Le nettoyage sera déclenché sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et/ou du pilote.

De plus, il sera imposé à l'ensemble des entreprises de passer exclusivement par la voie d'accès au chantier.

6.4 Organisation

Les règles inhérentes à l'application de la démarche chantier vert et qui devront être appliquées par tous sont les suivantes :

Concernant le bruit :

- Le strict respect des jours et heures de travail dûment autorisés sur la commune ;
- L'arrêt des véhicules en stationnement (y compris pendant les livraisons si le déchargement ne requiert pas le fonctionnement du moteur) ;
- Le respect des sens de circulation et des voies comme indiqué dans le plan général de coordination des travaux ;

Concernant la propreté des voies :

- Le décrottage systématique des engins le nécessitant et leur comptabilisation par jour ;
- L'entretien de l'ouvrage (scalpage, rechargement en ballast etc.) ;
- Les consommations d'eau engendrées par l'ouvrage ;

Concernant le trafic :

- Les entreprises s'engagent à s'organiser pour transporter leurs ouvriers en co-voiturage ou en navettes depuis leurs sièges/docks d'approvisionnement.
- La réalisation d'un plan d'approvisionnement aux étapes clés figurant au planning de répartition des tâches ;
- le parking de l'ensemble des véhicules au sein de l'aire de chantier ou sur des places dûment signalées (pas de parking sauvage) ;

Concernant la santé et la salubrité :

- Le maintien de l'ensemble du chantier dans un bon état de salubrité
- Le passage si nécessaire des organismes ou entreprises spécialisées pour l'éradication des moustiques et/ou autres nuisibles.

7 CIBLE N°5 : PAYSAGE & BIODIVERSITE

7.1 Objectif vise

L'objectif visé par le FSH est la préservation des espaces naturels et les espèces protégées aux abords de la zone du projet. Cet objectif porte sur la protection :

- Des formations végétales limitrophes à la zone des travaux ;
- Des formations végétales internes au foncier ne devant pas être impactées par les travaux.

7.2 Les moyens mis en œuvre

7.2.1 Conservation de la végétation limitrophe :

Avant le début des travaux, un balisage physique des emprises du chantier sera mis en place afin d'éviter les débordements liés au défrichement. **Tout manquement à ce protocole sera soumis à la pénalité citée ci-avant et prévues au CCAP.**

Le balisage est dû par l'entreprise mandataire du lot 1.

Aucun débordement ne sera toléré.

7.2.2 Protection des eaux, des réseaux et des sols

L'entrepreneur devra avant le démarrage des travaux une analyse de la qualité des eaux au point bas de la Napoué sur le paramètre MES. En cas d'observations par la Moe ou le pilote environnement, d'une dégradation de la qualité des eaux de la Napoué au point bas du projet, l'entreprise aura à sa charge une mesure de qualité des eaux sur le paramètre MES afin de quantifier l'impact et de mettre en place des mesures correctives. Le taux de MES au point bas du projet ne devra pas excéder 35 mg/l.

Dans le cas de constat de pollution chimique au niveau de la Napoué, des analyses reprenant les paramètres définis ci-après seront à la charge de l'entreprise responsable et au cas échéant par l'ensemble des entreprises œuvrant sur le chantier au moment des faits.

- MES,
- pH,
- DCO,
- DBO5,
- Hydrocarbures,
- métaux lourds.

8 ANNEXES

8.1 ANNEXE 1 – FICHE OUVRAGE CV

OUVRAGE CV N°1

Support de communication

Affiche Chantier Vert à mettre en place à l'entrée du chantier, au droit des bureaux de chantier et du réfectoire

CHANTIER VERT

CHARTRE

Respecter la réglementation

- prendre connaissance et respecter la réglementation existante,
- être titulaire d'une assurance « Responsabilité Civile » pour les professionnels intervenant sur le chantier ainsi que leurs co-traitants et sous-traitants, les couvrant pour tout dommage causé à l'occasion de la conduite travaux ou des modalités de leur exécution.

Gérer les déchets

- ne pas brûler de déchets sur site,
- ne pas enfouir ou utiliser en remblais les déchets banals et dangereux,
- débarrasser le site de tous les déchets qui auraient pu être emportés par le vent ou qui auraient pu être oubliés sur place,
- tenir la voie publique en état de propreté,
- mettre en place des poubelles et bennes sur le site du chantier, adaptées aux besoins et à l'avancement du chantier,
- bâcher les bennes contenant des déchets fins ou pulvérulents.

Limitier les pollutions

- ne pas réaliser de vidange de véhicules sur site,
- ne pas vider les résidus de produits dangereux dans les réseaux d'assainissement,
- installer un poste de lavage pour les camions avec débourbeur,
- ne pas prélever d'eau sur les poteaux ou bouches d'incendies,
- entretenir les matériels et véhicules,
- couper les moteurs des véhicules en stationnement (y compris pendant les livraisons si le déchargement ne requiert pas le fonctionnement du moteur).

Respecter la biodiversité et limiter l'érosion

- s'informer sur l'intérêt écologique du site de manière à prendre des mesures de protection en conséquence,
- ne défricher que les surfaces nécessaires,
- ne pas stocker de matériaux sur des sites d'intérêt patrimonial.

Limitier le bruit

- limiter l'usage des avertisseurs sonores au seul risque immédiat,
- poster les matériels très bruyants le plus à l'écart possible des habitations.

Pour plus d'informations : www.ademe.fr/nouvelle-caledonie

ÊTRE RESPONSABLE AUJOURD'HUI POUR ANTICIPER DEMAIN.

Partenaires ayant contribué à l'élaboration de la charte Chantier Vert :



SOURCE : DEMARCHE CHANTIER VERT & PRECONISATIONS TECHNIQUES / ADEME / mai 2012

OUVRAGE CV N°2

Gestion des déchets



METALUX

GAINES
ELECTRIQUES



CUIVRE



VERRE



PNEUS



PAPIER/CARTON



BOIS



POLYSTYRÈNE



PLASTIQUE



TOUT-VENANT



ISOLANTS



GRAVATS



LAINE DE VERRE



CARRELAGE



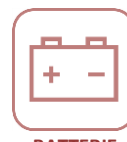
TUILES/BRIQUES



TERRE /DEBLAIS



PLÂTRE



BATTERIE



HUILE



SOLVANTS/PEINTURE



PILES



BOIS TRAITÉ



PINCEAUX ET
CHIFFONS SOUILLÉS



AEROSOLS

AEROSOLS



EMBALLAGES
SOUILLÉS

Déchets inertes	Déchets dangereux	Déchets non dangereux
<p>Ce sont nécessairement des déchets minéraux non pollués.</p> <p>Pour le secteur du bâtiment, il s'agit des bétons, des briques, des tuiles, des céramiques, des carrelages...</p> <p>Déchets non acceptés mais fréquemment observés dans la benne : BOIS, PLÂTRE</p>	<p>Ils sont produits essentiellement par les chantiers de bâtiment et regroupent en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les déchets de produits de construction contenant de l'amiante (amiante friable : flocages, calorifugeages, enduits projetés, faux plafonds et amiante liée: amiante ciment et dalles vinyle amiante, principalement), - Les déchets de peintures en phase solvant non mises en oeuvre ("fonds de pots"), les peintures au plomb en oeuvre sur les murs, - Les déchets de bois traités à la créosote ou aux sels et oxydes de métaux lourds - CCA-, Les huiles minérales, Les transformateurs aux pyralènes... - et plus généralement les déchets contenant des substances dangereuses au delà d'un certain seuil, fonction du type de substance (corrosive, irritante, toxique, cancérigène...) et des déchets de matériels et produits utilisés pour la mise en oeuvre des matériaux et la réalisation des travaux : piles et accumulateurs, explosifs... 	<p>Pour le secteur du Bâtiment, ce sont essentiellement :</p> <p>Les déchets de bois de natures et de compositions diverses - y compris certains bois traités - provenant des coffrages, des palettes, des menuiseries, des cloisons, des planchers, des charpentes, des emballages... (hors ceux classés dangereux),</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des déchets plastiques en PVC, polystyrène, polyuréthane, polypropylène (...), provenant des canalisations, des revêtements de sols, des menuiseries, des complexes isolants thermo-acoustiques, des complexes et des films d'étanchéité, des emballages... - Des déchets de métaux ferreux et non ferreux: acier, fer, aluminium, zinc, cuivre (...) provenant du ferrailage du béton (voiles ou planchers), des réseaux électriques, des équipements de chauffage, des canalisations, des menuiseries, des planchers, des charpentes, des bardages, des toitures, des emballages... - Des déchets textiles provenant en particulier des revêtements muraux et de sols (moquettes...), - Des déchets de plâtre provenant des cloisons en plaques ou en carreaux, des doublages pour l'isolation thermique, des faux-plafonds, des planchers, d'éléments de décoration... - Des déchets de cartons provenant des cloisons, des portes, des emballages...

N° du bordereau :	
N° DU BORDEREAU DE RATTACHEMENT (en cas de reprise après stockage):	
1 / à remplir par le PRODUCTEUR	1' / à remplir par le point de regroupement (si différent du producteur)
N° RIDET	N° RIDET
Dénomination :	Dénomination :
responsable :	responsable :
Adresse, Téléphone, Fax, Email :	Adresse, Téléphone, Fax, Email :
CONDITIONNEMENT : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> palette <input type="checkbox"/> autre (préciser)	
date de remise au transport :	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus, que les conditions exigées pour le conditionnement et l'emballage ont été remplies. Nom et Prénom du signataire : _____ Signature :	
2/ à remplir par le collecteur	N° RIDET
Dénomination :	responsable :
Adresse, Téléphone, Fax, Email :	
operations eventuelles de reconditionnement / manipulations effectuees :	remarques particulieres :
date de remise A l'installation de traitement :	lot accepté <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non motifs du refus :
quantité prise en charge :	
nombre d'unités : poids (T)/ VOLUME (L) : <input type="checkbox"/> quantité estimée <input type="checkbox"/> quantité réelle	
Dénomination usuelle :	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus Nom et Prénom du signataire : _____ Signature :	
Mention au titre des reglementations (analyse) :	
3 / à remplir par l'installation de traitement	N° RIDET :
Dénomination :	responsable :
Adresse, Téléphone, Fax, Email :	
DECHET pris en charge le :	remarques particulières :
lot accepté <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	motifs du refus :
quantité réelle receptionnée :	
nombre d'unités : poids (T)/ VOLUME (L) : Dénomination usuelle :	
en cas D'EXPORTATION :	operations de conditionnement / reconditionnement / manipulations effectuees :
	N° d'identification du ou des conteneur(s) :
	localisation du ou des conteneurs avant expedition (adresse) :
	destination finale des accumulateurs :
	Date d'EXPEDITION :
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus Nom et prénom du signataire : _____ Signature :	

OUVRAGE CV N°3

Lot 01/02

Bassin de décantation des laitances

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Les laitances de béton générées par le lavage du « manchon » de la grue, des camions toupies sont source de pollution qui ne pourront pas être enrayées par la pose de barrières anti-fine.

Ces laitances doivent être stockées pour décantation au sein d'un bassin de décantation spécifiquement prévu à cet effet.

QUELQUES IMAGES



**Bassin de collecte des laitances de
béton**



**Nettoyage d'une toupie à
béton**



Crédit photo GTB Construction



OUVRAGE CV N°4

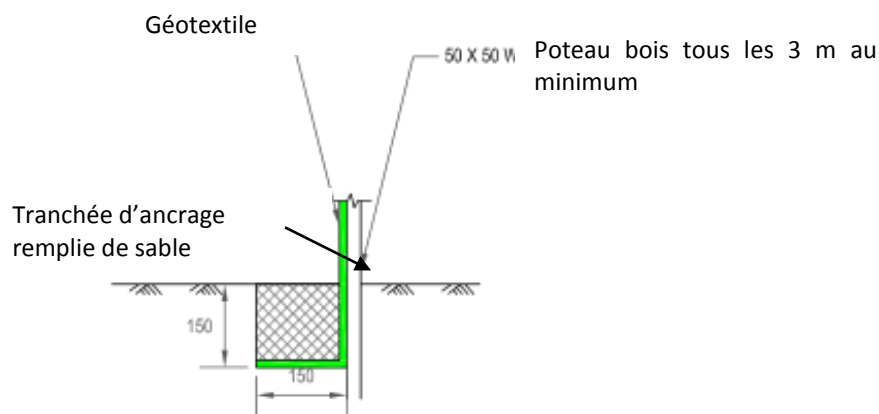
Lot 01/02

Barrière anti-fines terrestre

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Une barrière anti-fines est une barrière de dépôt linéaire provisoire en géotextile conçue pour intercepter et ralentir le flux en provenance de la plateforme de travail terrassée. Les barrières anti-fines permettent au dépôt de sédimer au sein de la parcelle avant que l'eau ne quitte le chantier.

SCHEMA TYPE



QUELQUES IMAGES



ELEMENTS DE CHIFFRAGE DE L'OUVRAGE

Ouvrage non prévu sur le chantier

OUVRAGE CV N°5

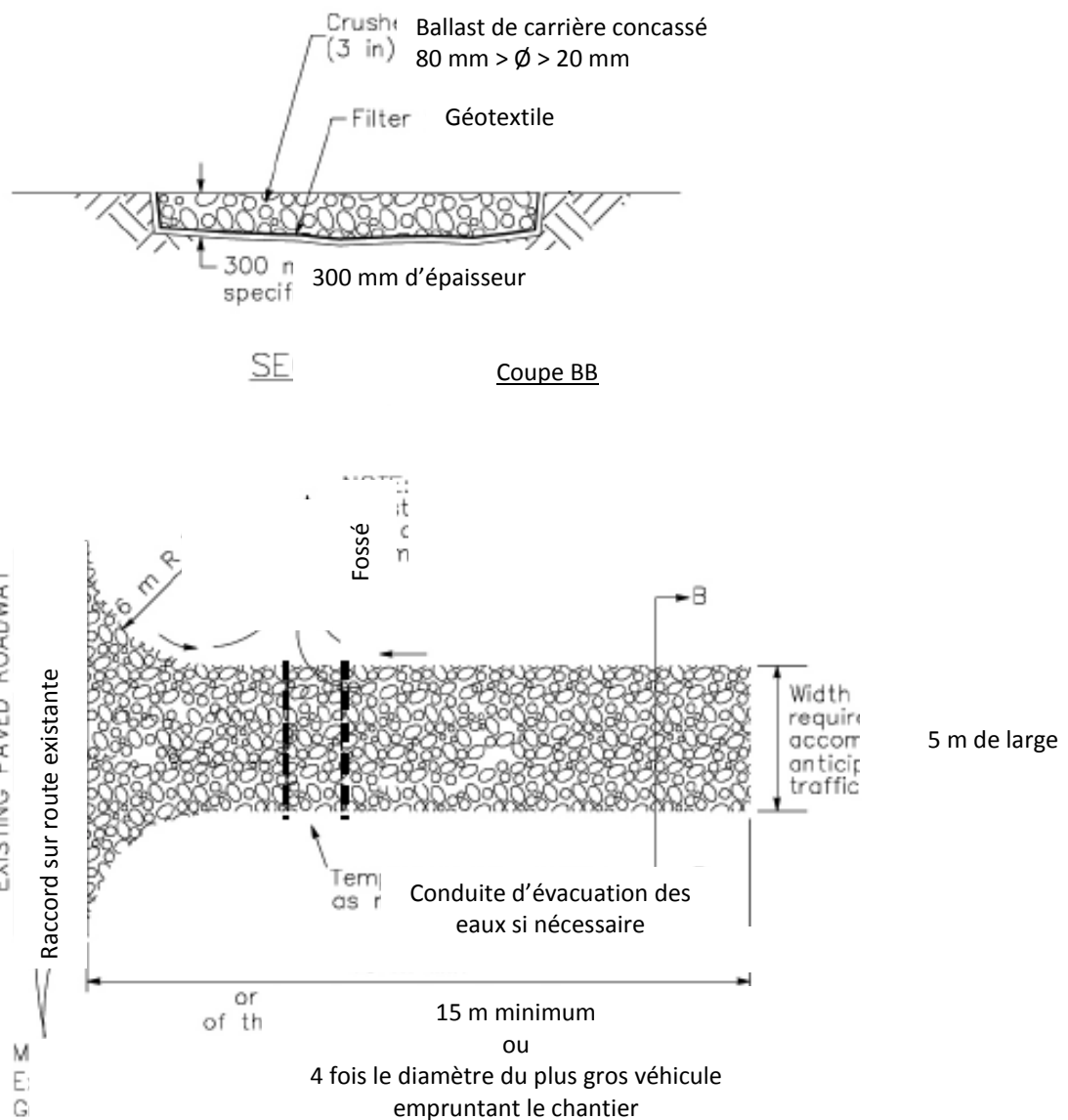
Lot 01

Voie de décrochage

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

La réalisation d'une voie de décrochage en entrée de chantier a pour objectif de limiter les départs de boue en dehors de chantier et plus particulièrement sur les voies publiques via le va et vient des engins de chantier

SCHEMA TYPE



QUELQUES IMAGES



ELEMENTS DE CHIFFRAGE DE L'OUVRAGE

Géométrie de la voie : 6 m x 20 m

Ballast de carrière concassé : 30 m³

Géotextile : 120 m²

Conduite d'évacuation : 7 m de buse Ø800

OUVRAGE CV N°6

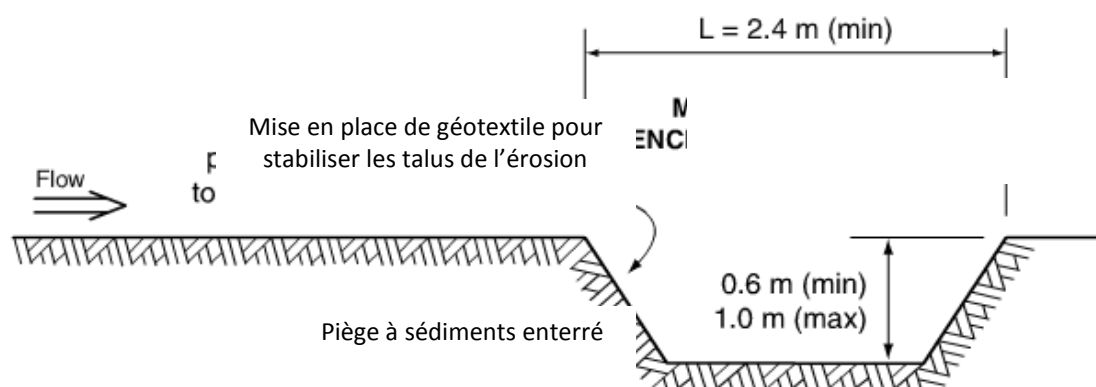
Lot 01

Piège à sédiments - dessableur

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Un piège à sédiments ou dessableur est une retenue provisoire qui permet aux matières en suspension et fines présentes dans des eaux pluviales avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau. Ces dessableurs rudimentaires sont mis en place pour des bassins versants inférieurs à 2 ha au point bas de ces derniers. Selon les cas de figure, il peut parfois être nécessaire de mettre plusieurs pièges en cascade.

SCHEMA TYPE



QUELQUES IMAGES



Photo n° 15 : ouvrage de décantation (Source : GTM-T)



Photo n° 16 : bassin de décantation (Source : GTM-T)

OUVRAGE CV N°7

Lot 01

Clôture périphérique

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

La clôture de chantier borgne permet de remplir deux objectifs :

- protection du chantier en limitant les tentations par les riverains (aucune vision du chantier) et donc les risques d'infraction et de vol ;
- limitation des nuisances visuelles engendrées par le chantier sur son voisinage (pas de vue directe sur le chantier, limitation des envols de déchets)

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Il est prévu une clôture de chantier borgne répondant aux spécifications techniques suivantes : Clôture périphérique de 2.00m de hauteur.

QUELQUES IMAGES



ELEMENTS DE CHIFFRAGE DE L'OUVRAGE

Cette barrière devra faire tout le pour tour du chantier sans gêner notamment les phases de terrassement. Son implantation devra être validée par la MOE.

OUVRAGE CV N°8

Lot : Tout corps d'état

Ouvrages de rétention

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Afin de prévenir les fuites des produits chimiques entreposés en conteneurs mobiles (fûts, bacs, caisses) et de protéger l'environnement et les opérateurs qui les manipulent, leur stockage répond à des règles strictes de sécurité. Ainsi tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.

CRITERES DE DIMENSIONNEMENT

Le volume de la capacité de rétention est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 L, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts
- dans tous les cas, 800 L min ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. »

QUELQUES IMAGES





Bac de rétention pour groupe électrogène

OUVRAGE CV N°9

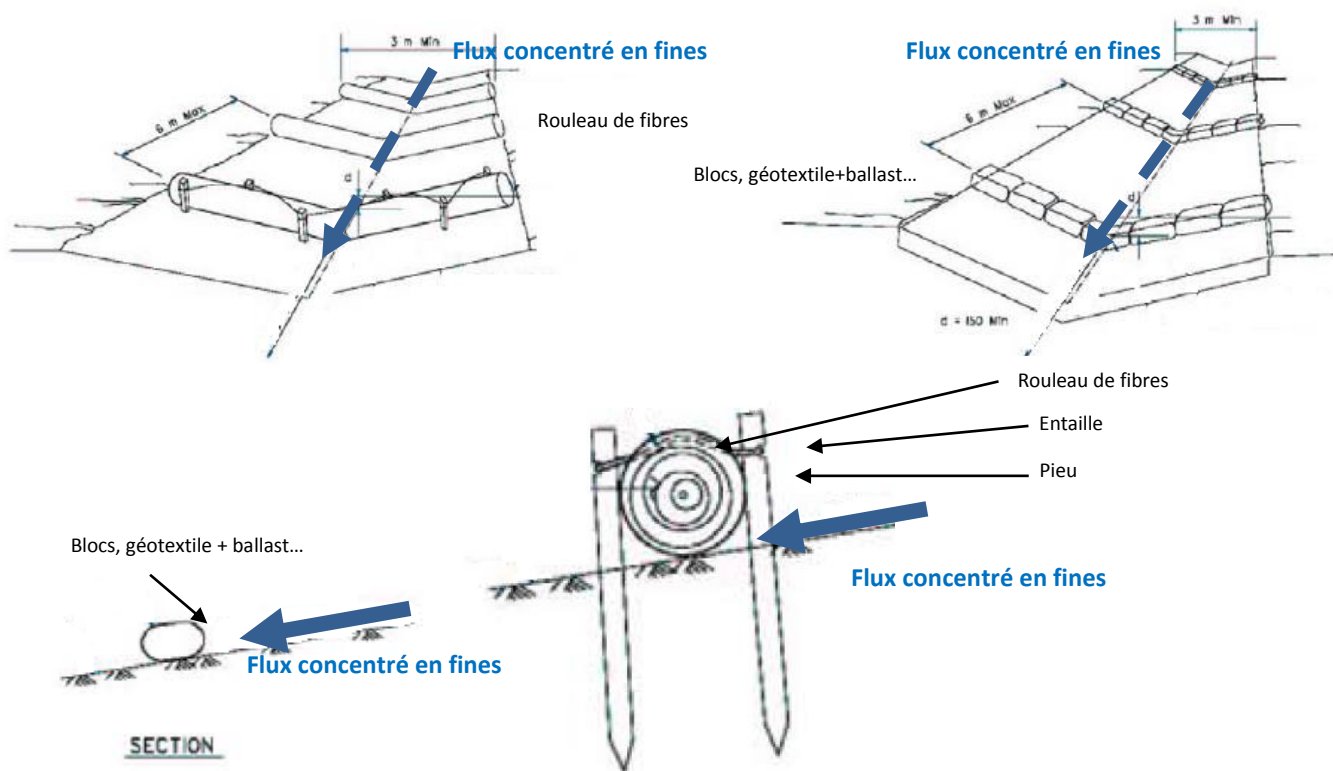
Lot 01

Fossé cloisonné

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Ces types de fossé traitent l'affouillement, l'érosion du sol et la concentration des fines contenues dans les fossés. Ils réduisent la vitesse d'écoulement et favorisent la régulation des sédiments. Un barrage de retenue est un petit appareil construit de blocs, sacs de graviers, sacs de sable, des rouleaux de fibres ou d'autres produits propriétaires placés en travers d'un canal naturel ou artificiel ou fossé de drainage.

SCHEMA TYPE



Fossé à cloisonnement ballast - ouvrage type



Digue en ballast

OUVRAGE CV N°10

Lot 01

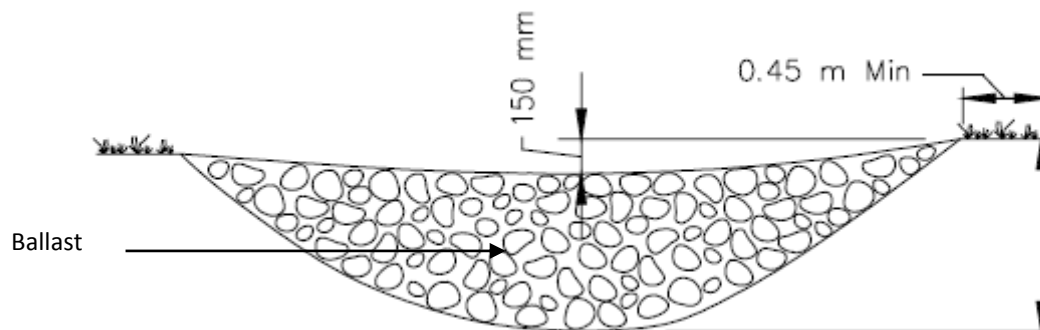
Fossé drainant

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Ce fossé permet de collecter les eaux (interception d'une petite surface) et de les traiter avant de se rejeter dans un déssableur.

Il permet une préfiltration des eaux lorsque l'ouvrage de décantation n'est pas suffisant.

SCHEMA TYPE



Fossé drainant

OUVRAGE CV N°11

Lot 01

Barrage anti-pollution

OBJECTIF DE L'OUVRAGE

Limitier les pollutions par l'apport de fines au niveau du milieu naturel en phase travaux

SCHEMA TYPE

La résultante de cette mesure découle de la mesure réductrice générale mise en place en phase travaux, à savoir l'intégration du la démarche chantier vert avec la mise en œuvre de plan de gestion des eaux.

Le plan de gestion des eaux au niveau des cours d'eau imposera la mise en place de barrage anti-fine en aval de l'ouvrage d'art ou au droit des berges où sera mis en place un enrochement.












Réalisation du barrage anti-pollution

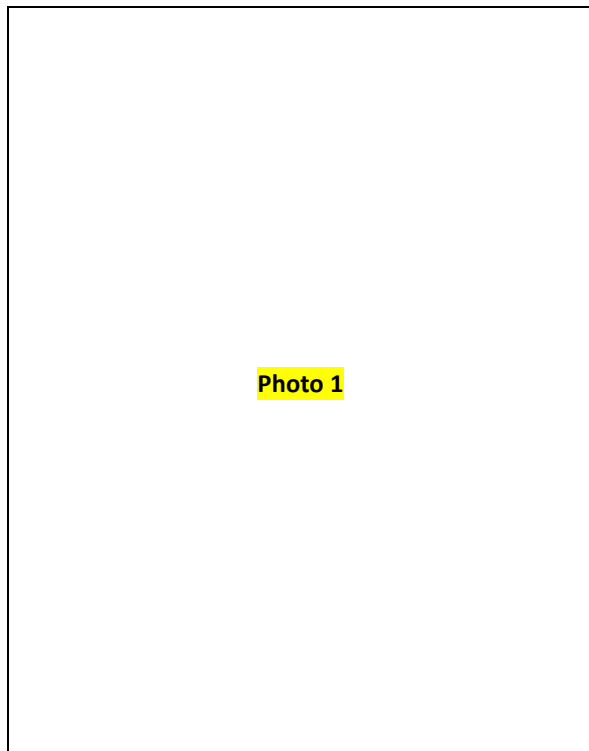
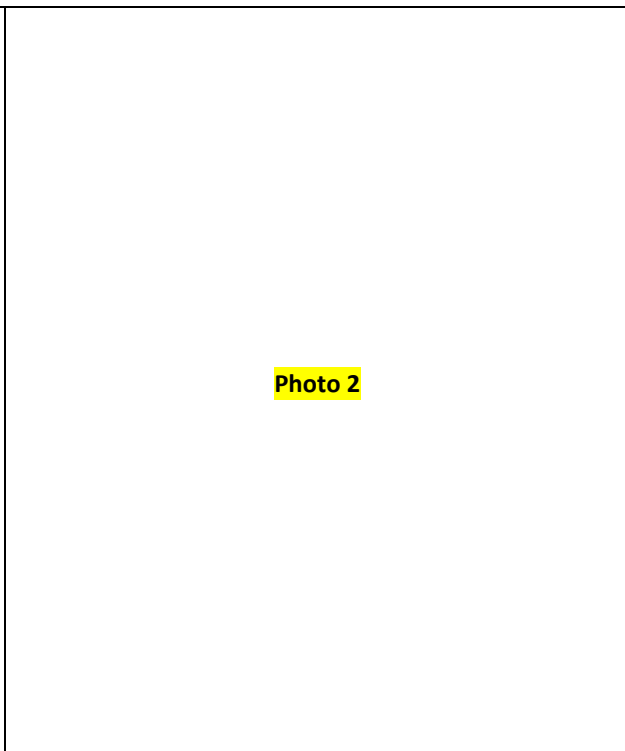
8.2 ANNEXE 2 – FICHE HEBDOMADAIRE A REMPLIR PAR LOT

Nom du chantier	
Localisation du chantier	
Type de chantier	
durée du chantier	
Surface SHON (m²)	
Surface défrichée (m²)	
Type de fondations	
Commentaires	
Nombre d'employés total	
Distance en km de la zone de lieux de lieux/dock	
Génie civile	
Nombre de pelle XXX année	
Nombre de pelle XXX année	
Grue XX année	
Nombre de camion de volume XXX et année XXX	
COMPRESSEUR D'AIR AUTONOME type XXX année	
GROUPE ÉLECTROGÈNE type XXX année XXX	
VRD/TERRASSEMENT	
Nombre de pelle XXX année	
Nombre de pelle XXX année	
Grue XX année	
Nombre de camion de volume XXX et année XXX	
COMPRESSEUR D'AIR AUTONOME type XXX année	
GROUPE ÉLECTROGÈNE type XXX année XXX	
Lieux dépôt déblais	
Lieux apport remblais	
Consommation véhicules VL ouvriers	

POINTS DE CONTROLES EFFECTUES PAR L'ENTREPRISE				
	ETAT			OBSERVATION
PROPRETE GENERALE	😊	😐	😞	
ETAT OUVRAGE DE DECANTATION DES EAUX	😊	😐	😞	
ETAT DU FOSSE	😊	😐	😞	
BAC DE DECANTATION DES LAITANCES (BORDURE)	😊	😐	😞	
STOCKAGE PRODUITS POLLUANTS SUR RETENTION	😊	😐	😞	
VOIE DE DECROTTAGE/GESTION DES POUSSIERS	😊	😐	😞	

KIT ANTI-POLLUTION				
BAC DE RETENTION GROUPE ELECTROGENE				
AUTRES				
VOLUME DECHETS EMIS EN M3 OU T			TYPE : déchets verts, déblais...	
INCIDENTS ACCIDENTS				
TYPE (Liste déroulante)	Date / REF		Descriptif / Circonstances / Fiche	
0 INCIDENT				

SIGNATURE :

 <p>Photo 1</p>	 <p>Photo 2</p>

8.3 **ANNEXE 3 – NOTE ENVIRONNEMENTALE ENTREPRISE**

Cette note est à remplir pour chaque entreprise et servira à l'analyse des offres sur la partie environnementale.

LOGO ENTREPRISE

Nous nous engageons à respecter les mesures établies dans note sur les contraintes environnementales présentes au marché.
Cet engagement vaut également pour les entreprises sous-traitantes auxquelles nous pourrions le cas échéant faire appel.
Cette note a pour objet de présenter les mesures propres à l'entreprise dans le cadre de la démarche CHANTIER VERT.

Nom de l'Entreprise :

Lots :

Responsable du chantier : à compléter

Coordonnées du responsable :

Responsable Chantier Vert : à compléter

Coordonnées du responsable :

ORGANISATION DU CHANTIER (tous les lots)

Moyens d'informations et de sensibilisation de l'ensemble du personnel vis-à-vis des dispositions à prendre en compte afin de respecter l'environnement (figurant dans la note environnementale).

Compléter le tableau

Nom du chantier	Aménagement de Sakamoto
Type de chantier	Aménagement
Durée du chantier	
Surface SHON/ surface aménagée (m²)	
Surface défrichée (m²)	
Type de fondations	
Commentaires	
Nombre d'employés total	
Distance en km de la zone de lieux de lieux/dock	
Type de véhicules VL ouvriers	
Flotte d'engins	
Nombre de pelle XXX année	
Nombre de pelle XXX année	
Grue XX année	
Nombre de camion de volume XXX et année XXX	
COMPRESSEUR D'AIR AUTONOME type XXX année	
GROUPE ÉLECTROGÈNE type XXX année XXX	
Sensibilisation interne sur la partie environnement	
Personne en charge des ¼ heures environnement :	M. / Mme xxx
Thématique abordées :	
Moyens mis en place pour la sensibilisation :	
Fréquence :	

GESTION DES DECHETS (tous les lots)

Document type Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets - SOGED

Si une politique est mise en place au sein de l'entreprise pour la gestion des déchets (par exemple entreprise de peinture) le préciser et donner les éléments nécessaires

a) Les déchets inertes



GRAVATS



LAINE DE VERRE



CARRELAGE



TUILES / BRIQUES



TERRE / DEBLAIS

Autres : béton non ferrailé, ciment, parpaings, enrobés bitumeux,...

- ✓ Ne produisent aucune réaction physique, chimique, biologique en contact avec d'autres matières
- ✓ Ne sont pas biodégradables
- ✓ Ne brûlent pas
- ✓ Ne présentent pas de caractère dangereux
- ✓ Peuvent potentiellement être réutilisés, valorisés

Tableau 2 : Gestion des déchets inertes (DI)

Type de DI	Mode de stockage	Lieux de traitement	Quantité (t ou m3)
gravats	à compléter	à compléter	à compléter
déblais			
remblais			

b) Les déchets non dangereux DND (anciennement DIB)



VERRE

PNEUS

PAPIER/CARTON

BOIS

MÉTAUX

PLASTIQUE

DECHETS VERTS

Autres :

- ✓ Peuvent se détériorer, se décomposer, fermenter ou encore rouiller
 - ✓ Ne présentent pas de caractère dangereux
- Peuvent potentiellement être recyclés, valorisés

Tableau 3 : Gestion des déchets non dangereux (DND)

Type de DND	Mode de stockage	Lieux de traitement	Quantité (t ou m ³)
à compléter	à compléter	à compléter	à compléter

c) **Les déchets dangereux DD (anciennement DIS : déchets industriels spéciaux)**



BATTERIE



HUILE DE VIDANGE



SOLVANTS/PEINTURE



PILES



ECLAIRAGE

Autres : bois traités avec des produits toxiques, amiante, huile de décoffrage, suies, vernis, certaines colles, agents chimiques (ignifuges, pesticides, hydrofuges) et TOUS LES DND SOUILLES PAR LES DD.

- ✓ Contiennent des éléments nocifs, toxiques pouvant générer des risques ou des nuisances en raison de leur caractère inflammable, explosif, toxique, corrosif ou irritant
- ✓ Ne doivent pas être jetés dans la poubelle classique
- ✓ Nécessitent des conditions particulières de stockage
- ✓ Nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination ou leur valorisation

Le stockage des produits ou déchets dangereux doit se faire sur rétention et doit être protégé des intempéries. **Le bac de rétention** a pour but de limiter les risques de pollution du sol et de la ressource en eau. Sa capacité doit pouvoir contenir les volumes de liquide qu'il supporte. **Le local** doit être aménagé de façon adaptée aux risques associés aux produits et déchets stockés (ventilation, captage des émissions).

Tableau 4 : Gestion des déchets dangereux (DD)

Type de DD	Mode de stockage	Lieux de traitement	Quantité (t ou m ³)
à compléter	à compléter	à compléter	à compléter

AIRE DE COLLECTE & DE TRI (mandataire du groupement)

DESCRIPTION DE L'AIRE DE TRI		
	Taille de la benne mise en place	Entreprise retenue pour l'évacuation
Benne à ferreux		
Benne à DND ou assimilés		
Benne à gravats		
DD		
Description des moyens mis en œuvre pour s'assurer du tri et du nettoyage hebdomadaire		

SITUATIONS D'URGENCE / ANALYSE DES RISQUES

L'Entreprise doit indiquer les situations d'urgence identifiées et, pour chacune d'entre elles, préciser les modalités d'alerte mises en place et les procédures à appliquer, en complétant le tableau suivant.

Au minimum, les situations d'urgence identifiées dans la Notice Environnementale sont à prendre en compte (dont les retouche de peintures s'il y a avec moyens de protection, arrachage des digues...).

Phase	TACHES REALISEES	PRODUITS/ENGINS UTILISES	DECHETS GENERES	REJET	RISQUES	MESURES D'EVITEMENT/REDUCTRICES
à compléter						
à compléter						
à compléter						

Tests prévus pendant la durée de chantier : à compléter.

PRÉLÈVEMENT DE LA QUALITÉ DES EAUX EN CAS DE POLLUTION CHIMIQUE / TERRIGÈNE	
Description de la procédure :	à compléter
Localisation du flaconnage :	à compléter
Entreprise en charge des analyses :	à compléter

FICHES DE DONNEES SECURITE (tous les lots)

Produits employés	Utilisation sur le chantier	Stockage sur le chantier (quantité – mode de stockage)
à compléter		
à compléter		
à compléter		

Tableau 4 : Fiches de Données Sécurité (FDS)

Les fiches données sécurité seront à transmettre lors de la phase de préparation du chantier.

GESTION DES EAUX (lot VRD terrassement / Génie civile)

Ouvrage mis en place	Nombre	Modalité d'entretien
à compléter		
à compléter		
à compléter		

GESTION DES DEBLAIS REMBLAIS (lots 01/02/03)

Nom du site de dépôt et localisation pour les déblais de masse	
Nom du site de prélèvements et localisation pour les remblais de masse	
Identification d'un site de stockage pour la Terre végétale	
Devenir des déchets verts liés au défrichage	

à compléter

Nouméa, le